

Manifestation pour le remboursement de l'I.V.G.

le 23 octobre — 14 h — m° Montparnasse

T2137-457-6,00 F

ISSN 0026-9433

le monde
Libertaire



Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 457

JEUDI 14 OCTOBRE 1982

6,00 F

MAIRIES DE PARIS, LYON, MARSEILLE :

LES POLITICIENS
À L'ŒUVRE



Fop. 2520

LISTE DES GROUPES F.A.

PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULIN - ZYEURE
 ARDECHE : AUBENAS
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - BOUC-BEL-AIR
 CALVADOS : CAEN
 CHARENTES-MARITIMES : MARENES - ROCHEFORT
 COTE-D'OR : DIJON
 DOUBS : BESANCON
 FINISTERE : BREST
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 HAUTE-GARONNE : TOULOUSE
 HERAULT : BEZIERS
 ILE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : SAINT-ETIENNE
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : CHERBOURG
 MARNE : REIMS
 MORBIHAN : PLUVIGNER
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE - VALENCIENNES
 OISE : BEAUVAIS
 ORNE : FLERS - LA FERTE-MACE
 RHONE : LYON
 SARTHE : LE MANS
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : GROUPE REGION TOULONNAISE
 HAUTE-VIENNE : LIMOGES
 YONNE : AUXERRE
 LA REUNION : LE PORT
 BELGIQUE : ARLON

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 12 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - ORSAY-BURES
 - BOULOGNE-BILLANCOURT
 - VILLEJUIF, VITRY
 - MELUN-SÉNART

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
 - BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST

- HOUILLLES-SARTROUVILLE
 - VERSAILLES

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN, DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - DEUIL-MONTMAGNY
 - STAINS-PIERREFITTE

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON ONF
 - CERCLE INTER-BANQUES
 - LIAISON ORTF
 - LIAISON INSTITUTS DE SONDAGES

NORD : Noyon, Fourmies, Pont-Sainte-Maxence, Creil, Hénil, Beaumont, Saint-Quentin, Soisson.

EST : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Jura.

ILE-DE-FRANCE : Maule, Brunoy.

OUEST : Bégard, Quimper, Routot, Laval, Portiers, Saintes, Chatellerault, Angoulême, Lorient, La Roche-sur-Yon.

CENTRE : Blois, Vierzon, Le Puy, Monistrol-sur-Loire, Saumur, Chartres, Bretenoux.

SUD, SUD-OUEST : Salon-de-Provence, Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Pays Basque, Sainte-Affrique, La Seyne-sur-Mer, Nice-Cannes.

RHÔNE-ALPES : Thonon-les-Bains, Chambéry, Grenoble, Bourg-de-Péage, Romans.

CORSE : Ajaccio.

GUADELOUPE : Gourbeyre.

PERMANENCES DES GROUPES F.A.

Groupe de Noyon : permanence le 1^{er} jeudi du mois, sous-sol de la mairie de Noyon, de 20 h 30 à 22 h 30 environ.

Groupe Michel Bakounine : permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des syndicats, salle n° 2, rue Trévaille, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.

Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.

Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 1, rue de Neustrie, 76660 Le Havre.

Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinol c/o BP 7, 80330 Longueau.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.

Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), métro bouicau, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.

Groupe d'Antzy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux (tél. (23) 80.17.09).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Voline : 26, rue Plat, Paris 20^e. Permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 16 h à 19 h.

Groupe d'Aubenas : de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe Louise Michel : permanence chaque mardi, à 20 h, au local du groupe, 10, rue Robert Planquette, 75018 Paris.

Groupe de Beauvais : permanence le 1^{er} mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vaute, 65000 Beauvais.

Pour toute prise de contact, n'hésitez pas

à écrire aux R.I., ou bien venez à la

PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES,

le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot,

Paris 11^e (m° République), tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

• Une liaison vient d'être créée dans les Yvelines et plus précisément à Mantes-la-Ville. Tous les sympathisants intéressés peuvent prendre contact par l'intermédiaire des R.I. Collages et ventes du ML régulièrement.

• Pour participer à la propagation de l'anarchisme et mettre en place des groupes de la FA dans le secteur Nîmes, Arles, Avignon, prendre contact avec les RI qui transmettront.

• Une liaison s'est créée en Haute-Saône. Les libertaires intéressés peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Les compagnons de la région du Bas-Doubs intéressés par la propagande libertaire, peuvent écrire aux RI qui transmettront à la nouvelle liaison.

• Le groupe anarchiste de Reims invite ses sympathisants et personnes intéressées à reprendre contact avec lui par l'intermédiaire des R.I. ou d'un militant sur Reims.

• Le groupe libertaire de Moulins demande aux sympathisants du département de l'Allier de le rejoindre. Pour tout contact, écrire aux RI.

Le groupe de Moulins, après avoir organisé en début d'année des conférences sur différents thèmes va présenter, dès cet automne, une exposition intitulée : « Le mouvement libertaire dans l'Allier au début du siècle ». Cette exposition comprendra, outre un montage audiovisuel, une cassette d'enregistrement et une brochure.

• Le groupe Bakounine ne tiendra plus ses permanences de 20 h à 21 h à la Maison des syndicats salle n° 2, 37, rue Pujos à Rochefort, mais de 20 h 30 à 21 h 30 à la Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

• Toute personne intéressée par la formation d'un groupe sur Brunoy et sa région peut contacter les RI qui transmettront.

• Bientôt une feuille d'expression libertaire dans le Nord-Pas-de-Calais. Les groupes de Lille et de Valenciennes demandent aux camarades susceptibles de les aider dans la rédaction et la diffusion de cette feuille de bien vouloir les contacter par l'intermédiaire des RI.

SEBASTIEN FAURE

LA LIBERTE



La liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste a réédité *La Liberté de Sébastien Faure*. Cette brochure est en vente à Publico au prix de 9 F l'unité.

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication
 Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 56 635
 Imprimerie « Les Marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

PERMANENCES DE RADIO-LIBERTAIRE

- Les jeudis de 14 h à 18 h

- Les samedis de 14 h 30 à 18 h

Au 145, rue Amelot, Paris 11^e.

ROMANS

La liaison de Romans/Bourg-de-Péage de la FA organise une réunion publique samedi 16 octobre, à partir de 14 h 30, salle des Commissions, mairie de Romans (prendre la passerelle du tribunal administratif). Les thèmes abordés seront : *La Fédération anarchiste : un outil de propagande, Le militantisme à la FA.*

DRANCY

L'ADIP et le groupe Bobigny-Drancy de la FA organisent le jeudi 21 octobre, à 20 h, une réunion-débat sur l'antimilitarisme à la salle Paul Eluard, 144, rue Roger-Salengro, 93 Drancy (station Elf). Bus : 148, 151, 173, 354.

PARIS

Les groupes Varlin et Louise-Michel de la FA reprennent leur série de cours de formation. Les deux prochains se tiendront au 10, rue Robert-Planquette, Paris-18^e, à 20 h. Les thèmes abordés seront :

- la révolution au XX^e siècle, le mardi 19 octobre.

- nationalisme et révolution, le mardi 2 novembre.

LE MANS

Au Mans, samedi 16 octobre, le groupe de la F.A. ouvre un stand aux « 24 heures du livre ». Ronald Creagh y présentera son ouvrage : *Histoire de l'anarchisme aux Etats-Unis*, et Marcel Baudy : *Un piano en bouleau de Carélie*.

TOULON

Le groupe Région toulonnaise organise le samedi 30 octobre, à l'université de Toulon-la-Garde, à l'amphi 400, à partir de 20 h, une soirée avec : *Marge, Urban Blues, 122^e Sous-Sol et Paroles et Musique.*

Stands, buvette. Participation : 15 F.

La Feuille, publication du groupe Eugène Varlin de la Fédération anarchiste, est parue. « Dérégulation ou pas... », Radio-Libertaire ne se taira pas », tel est le thème de cette feuille qu'on peut se procurer gratuitement à Publico.

LIBERONS
 LES
 ONDES



RADIO
 LIBERTAIRE
 89.5 MHz
 FEDERATION ANARCHISTE

Affiche de Radio-Libertaire.
 Prix : 0,95 F l'unité à partir de 10 exemplaires, 5 F l'unité au-dessous de 10 exemplaires. Chèques à libeller à l'ordre de Publico.

Sommaire

PAGE 2
 Activités des groupes F.A.
 PAGE 3
 En bref
 Amis lecteurs
 La peste brune est de retour
 Editorial
 Du côté de la CGT : censuré !
 PAGE 4
 A Rebrousse-poil
 Maire et Mauroy sont dans un bateau...
 R.A.T.P. et gestion communiste
 PAGE 5
 Grève aux P.T.T.
 La C.G.T., l'austérité...

PAGE 6
 Sécurité sociale
 Civaux
 PAGE 7
 Médecine populaire...
 PAGE 8
 Solidarité « interdit »...
 L'Espagne malade de la peste
 PAGE 9
 Informations internationales
 PAGE 10
 Radio-Libertaire
 PAGE 11
 Spectacles, livres...
 PAGE 12
 Nouveau statut de Paris, Lyon, Marseille

Abonnez-vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration
25 n°	130 F	150 F	190 F	145 rue Amelot 75011 Paris
50 n°	250 F	280 F	350 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom : Prénom :
 N° : Rue :
 Code postal : Ville : Pays :
 à partir du N° (inclus)
 Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
 Cheque postal Cheque bancaire Mandat lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bref...en bref...

• Insoumis total : Richard Laurent est toujours en taule. Alors, pour lui écrire : Maison d'arrêt d'Agens, 44, rue Montaignes, 47000 Agens. Pour les télégrammes : ministère de la Défense nationale, 14, rue Saint-Dominique, 75007 Paris (à l'attention de Bernard Payen).

• Objection n° 22 est paru : toujours fourni en infos antimilitaristes du dernier cru. Les nouveaux groupes, les anciens, etc. Activités antimilitaristes à travers la France et le monde vous seront données.

• Plus de 2 800 personnes ont purement disparu de la circulation en Guinée. Ainsi, Amnesty international nous communique cet état de fait : Sekou Touré, président de la Guinée, ne semble pas s'intéresser aux questions qui lui sont posées sur le sort de ces « disparus ». De sources sûres, une partie des disparus auraient été tués. Amnesty international (section française) fera paraître prochainement une publication contenant tous les détails de cette sombre affaire.

• Pour libérer Popov : dans le Monde libertaire numéro 450, du 24 juin 82, nous racontions les tribulations du docteur Nicolaï Popov de Sofia (Bulgarie) qui, en tant que dissident, tente vainement de quitter son pays. En juin, les autorités nationales annonçaient que le docteur Popov avait arrêté sa grève de la faim, car il avait obtenu un poste dans sa spécialité. L'information avait, paraît-il, été transmise par sa femme. Renseignements pris, il n'en est rien : il a été enlevé à son domicile et depuis trois mois, il est nourri artificiellement dans un hôpital. L'univers du goulot continue de sévir. On peut exercer une pression sur les pouvoirs publics bulgares, en téléphonant ou en écrivant à : ambassade de la république de Bulgarie, 1, avenue Rapp, 75007 Paris ; tél. : 551.85.90.

• Lycée en grève pour manque de professeurs : comme dans beaucoup d'autres lycées, la rentrée 1982 pose de nombreux problèmes, dont l'absence de professeurs. Le lycée départemental d'horticulture de Montreuil n'échappe pas lui aussi à ce genre de problèmes : « la seule réponse qui a été faite à une délégation reçue au rectorat a été : « Il n'y a plus de professeurs auxiliaires à nommer, embauchez-en vous-mêmes, par vos propres moyens ». A suivre...

• Un numéro hors-série d'Isotok vient de paraître. Au sommaire : une analyse des seize mois de Solidarność, une interview de Borissov (à propos du SMOI) et de Maximilien Rubel (Marx et le marxisme de l'Est), etc. Ce numéro est en vente à Publico.



AMIS LECTEURS

DE nouveau, pour soutenir votre journal, vous avez mis la main au porte-monnaie. En donnant 5 F, 10 F, 50 F, vous avez participé à ce flot de contributions, modestes ou importantes, peu importe le chiffre, seule compte la preuve du soutien. Preuve irrémédiable de l'utilité et de la nécessité du Monde libertaire, car notre hebdomadaire, organe de la Fédération anarchiste est également le journal de ses lecteurs. Sans leur participation, leur soutien, il n'existerait pas. C'est parce qu'il répond à un besoin d'une voix pure et inébranlable dans la masse cacophonique des feuilles prostituées, que ses lecteurs lui conservent leur confiance.

Nous l'avons déjà écrit des centaines de fois, nulle subvention, aucun apport inavouable ne vient tacher nos rentrées. C'est pour cela que nous sommes libres de parole. Nulle susceptibilité à respecter, pas de ligne politique bordée de barbelés à suivre, nous ignorons les passages cloutés de la pensée pour parcourir la voie de la révolte réfléchie. Celle qui mène par l'action collective à une société égalitaire et libre, sans profiter, sans exploiter de l'âme et du corps. C'est grâce à vos souscriptions, à vos achats de livres à la boutique, à vos commandes, que cette parole demeure, alors que les journaux qui se vendent étalent difficultés financières. Nous comptons sur vous pour poursuivre cet effort, afin que de semaine en semaine paraissent nos douze pages d'analyses et de commentaires.

Salut et révolution sociale.

Les administrateurs
P. BEDOS - J. RÉMOND

Souscriptions :

PUBLICO 75 F, ANONYME 150 F, RECEVEUR Gérard 50 F, DECHAMBRE Philippe 200 F, POUILLART Jean-Louis 250 F, LEMASLE René 50 F, Groupe du Morbihan 100 F, LECLERC Patrick 50 F, RODRIGUEZ Jean 200 F, PUBLICO 280 F, ANONYME 100 F, DEVRIENDT André 100 F, FONTAINE-JOURDAN 100 F, PELAEZ Jose 50 F, LE POLOZEC Yvonne 300 F, COLLART Jacques 300 F, RIBEYRON 100 F, Groupe Berneri 300 F, MENTA Robert 372 F, ROUTIER François 50 F, VEREL Pierre 50 F, LEMASLE René 50 F, madame VILLER 5 000 F.

Virements automatiques :

Gr. d'Aubenas 200 F, Liaison Anizy 100 F, LE GUEN Alain 50 F, Gr. Fresnes-Antony 150 F, GIRAUD Jean-Pierre 300 F, HUREZ Daniel 25 F, Gr. Sacco-Vanzetti 550 F, Gr. du 14^e 50 F, PEYRAUT Yves 100 F, RÉMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, FONLUPT-PIETERS Jocelyne 100 F, BEAUFILS Etienne 25 F, LANSAC Geoffroy 20 F, FEHR Didier 50 F, SANCHEZ-BOLUFER José 70 F, RAYNAUD Jean-Marc 250 F, LE TROUHER Olivier 50 F, Gr. Jacob 100 F, BOITELLE Bruno 25 F, Gr. Malatesta 100 F, LUZE Robert 50 F, Gr. de Béziers 50 F, BOUZENDROFFER 10 F, Gr. Houilles-Sartrouville 150 F, SANCHEZ Mateo 50 F, MILLOT Guy 20 F, EXERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILEVERT Guy 50 F, SELLIER Bertrand 150 F, Gr. Varlin 100 F, PEIRAT Yves 50 F, Gr. Louise-Michel 150 F, ESCOUBET Gérard 50 F, ABADIE-FEDOU Claude 30 F, CHAPEYROU P. 100 F, FERNANDEZ Luc 50 F, PLASMAN François 100 F, LE GUEN Roger 50 F, LAFABREGUE Sylvie 50 F, Gr. de Bobigny 50 F, Gr. de ATZORI P. 50 F, BARCO J.-M. 30 F, MOULIE G. 30 F, GOYAT Joëlle 50 F, FOISONN Christian 70 F, ROLIN Jean-Charles et Nadine 100 F, BERRAUD Jean-Pierre 100 F.

Total des souscriptions : 8 307 F.
Total des virements automatiques : 4 770 F.
Total du mois : 13 077 F.

LA PESTE BRUNE EST DE RETOUR

DIMANCHE 3 octobre, alors que nous vendions Le Monde libertaire au marché du Poteau (dans le 18^e arrondissement), comme à l'accoutumée, les militants fascistes du PFN ont occupé militairement la place (courageusement ils sont venus à une trentaine...), frappant les militants du Parti socialiste, chassant tout le monde, du rouge au rose pâle, semant la terreur dans la foule qui, ne comprenant pas immédiatement d'où sortaient ces jeunes aux crânes rasés, restait en retrait... Nous avons tenté vainement de continuer à vendre notre journal et nos brochures, mais à trois ou quatre, le rapport de forces était sensiblement en leur faveur...

Ils « protégeaient » quelques distributeurs de tracts du RPR

et de l'UDF, exceptionnellement présents pour vanter la démocratie !

En ce qui nous concerne, nous, militants anarchistes, ni les fascistes, ni qui que ce soit, ne nous empêcheront de vendre nos journaux. Nous respectons la libre expression de chacun, même la leur, car de la façon dont ils « s'expriment », ils montrent leur vrai visage à la population qui était clairement de notre côté, dimanche dernier...

Nous avons appris qu'un militant du PC a été blessé (les feds seraient tombés à trois ou quatre sur lui... courageux, on vous dit !), les gens du PS ayant eu plus de chance, n'essayant que quelques coups de poing...

Groupe Libertad

EDITORIAL

L' AUSTÉRITÉ, ce mot fait la une des journaux. Il est sur toutes les bouches, c'est la crise ! Pas pour tout le monde, ajoutons-nous ! Pour s'en convaincre, il suffit de flâner dans les beaux quartiers, là où la moindre babiole coûte plus de mille francs. Pourtant « il n'est pas si simple de faire payer les riches », peut-on lire, ici en toute page, là entre les lignes, dans les journaux syndicaux.

Quant au gouvernement socialo-communiste, car ce ne sont pas quelques gémissements du PC qui pourront masquer la responsabilité de ces marxistes dans les cadeaux offerts au patronat, il continue sa politique : non-rattrapage du blocage des salaires (ou alors en 83), ponction de 1% pour les fonctionnaires à titre de solidarité... sans doute avec les professions libérales. Le patronat, lui, se sent des ailes, on le comprend, il aurait tort de se gêner ! Alors il essaye de faire des économies, pas sur ses profits, rassurez-vous : vingt milliards à l'UNEDIC sur les prestations fournies aux chômeurs victimes du système concurrentiel capitaliste et de l'incurie gouvernementale ; là, les syndicats, unis pour une fois, ont proposé en riposte de faire des économies de sept milliards sur... les prestations fournies aux chômeurs. Dans la sidérurgie, on prépare des licenciements à tour de bras. Qui ça ? Mais les entreprises nationalisées !

Tandis que Bérégovoy parle d'absentéisme injustifié, Mitterrand se balade en Afrique avec son casque colonial.

Et la colère ? Au rancart ! Quelques journées d'action sans perspective dans la fonction publique. Car il n'y a pas de perspective pour les gens qui commencent à douter. Pourquoi la gauche, ce n'est pas ça, comprenez, la gauche pour eux c'était un rêve insensé : en faisant l'économie d'une révolution, aller vers une société plus juste, plus libre, plus égalitaire.

Cette perspective, c'est à nous, anarchistes, de la forger dans nos entreprises, dans nos localités. Un boulot énorme, mais si nous sommes pour l'abolition du travail salarié, nous ne sommes pas contre le travail. Alors oui, retrouvons nos manches, mais pour l'anarchie.

DU CÔTÉ DE LA C.G.T. : CENSURÉ !

DANS la série « chez les rigolos », aujourd'hui, la CGT. La CGT est, comme chacun sait, une grande centrale syndicale française et rappelle souvent, par son langage, un grand parti politique dont, par décence, nous taïrons le nom... Donc, outre les intérêts des travailleurs, la CGT s'intéresse aussi à leur éducation. Qui a dit « Evolution-Révolution » ? Sortez ! Les travailleurs n'étant pas assez éduqués pour choisir eux-mêmes leurs lectures, la CGT a donc décidé de traquer les ouvrages pernicieux dans les bibliothèques d'entreprises...

On connaît également l'aversion qu'ont les grosses têtes de ce syndicat pour la bande dessinée (c'est peut-être parce que Krasucki a du mal à assimiler les histoires de Pif-le-chien...).

Bref, l'épuration bat son plein ! Vous vous souvenez sans doute de ce bibliothécaire d'entreprise que la CGT voulait foutre dehors parce qu'il avait introduit des ouvrages comme Blanche Epiphany de Pichard, Emmanuelle de l'excellent Crépax, etc.

Cette fois, c'est à la Sofinco-la-Hénin (Moselle) que les camarades obscurantistes ont frappé : la CGT a fait voter en CE une motion exigeant le retrait de quinze albums de BD de la bibliothèque de la boîte, pour motif de pornographie (beurk !), et je cite, « parce que l'image que nous avons de la femme salariée est incompatible avec celle que donne ce genre d'ouvrages ». Les dessinateurs visés sont Rei-

ser, Claire Bretécher, Cabu et... Wolinski !

Pour la CGT, dessiner des culs, des seins, des sexes, c'est caca-boudin, et la seule solution, la censure (en attendant les auto-dafés !). Il est vrai que les travailleurs ne baisent pas, qu'ils sont donc susceptibles d'être profondément choqués par ces B.D. ! En revanche, les B.D. qui plaisent à la CGT, là pas de problème : Astérix, Lucky Luke, Tintin (sauf chez les soviets), Mickey Mouse, etc... là, d'accord ! Quand en plus on voit le niveau des dessins de presse ou des bandes qui illustrent les publications de la CGT, il y a de quoi hurler !

CGT, disait une fois un dessin de Reiser, signifie : Cons Gras Triste... Une caricature ?

Gilbert (groupe Libertad)





à rebrousse-poil

Du côté des galonnés

Au moment où le parti travailliste anglais adoptait sa curieuse motion sur le désarmement nucléaire du Royaume-Uni, le camarade Hernu, ministre de la Guerre de la France socialiste affirmait devant la Commission de la défense nationale que les crédits « nucléaires » seraient en augmentation de 24% cette année. A l'heure de la rigueur et de l'austérité, la gente militaire et nucléaire se porte bien, merci pour elle !

De même, Hernu-cléaire s'est félicité de la bonne tenue de nos ventes d'armes à l'étranger. La France se situe toujours dans le peloton de tête des terroristes internationaux qui fournissent des armes à travers le monde.

On apprend même que 83% des achats d'armes à la France proviendront des pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord. On espère que le PS a déjà préparé ses indignations et ses mouchoirs pour les futurs Sabra et Chatila.

Et pour terminer ce cirage de pompes réglementaire aux galonnés, Hernu rappelle que le nombre des accidents durant le service militaire a diminué de 30%. Cette affirmation pour répondre au « Rassemblement national pour la vérité sur les accidents de l'armée » qui avait tenu une conférence de presse en Loire-Atlantique. Par contre, il enregistre douloureusement une augmentation de 13% des accidents de circulation d'appelés rentrant à la maison.

Dis donc, Charles, si tu les laisses chez eux, ça pourrait peut-être éventuellement régler le problème ?

Du nouveau au royaume du changement

Jean-Pierre Chabrol, écrivain et dramaturge célèbre qui était de passage quelques jours à Angers s'est vu interdire l'accès de l'usine Thomson, alors qu'il était invité par les représentants du CE pour discuter avec les travailleurs de son œuvre. Cette rencontre a néanmoins eu lieu. Comme quoi, nos dirigeants syndicaux avaient bien raison, les entreprises nationalisées vont être des modèles de démocratie dans l'entreprise. C'est bien parti !

P. (groupe d'Angers)

Maire et Mauroy sont dans un bateau...

Le discours d'un leader syndicaliste en période de rentrée est toujours très enrichissant à écouter ; le jeudi 30 septembre, *Antenne 2* avait même fait mieux puisqu'elle nous offrait, à déguster tout chaud durant 1 h 30, un plat d'Edmond Maire, pimenté des questions de divers journaliers. Et ce ne fut pas triste !

Maire nous donna une leçon de social-corporatisme et de réformisme comme rarement il l'avait fait. Il basa l'essentiel de son argumentation sur une attitude de soutien, critique bien sûr, au gouvernement de gauche, si bien qu'on put se demander, par moment, quel était réellement l'invité de l'émission, Maire ou Mauroy ?

Les maîtres-mots de la ligne confédérale revinrent, bien sûr, continuellement : rigueur, solidarité, politique contractuelle, participation...

L'accent essentiel fut mis sur la participation des travailleurs dans l'entreprise. Maire abattait son jeu et dit clairement ce que nous avions toujours dénoncé dans la caricature d'autogestion proposée par la CFDT : il ne s'agit, à travers les structures participatives mises en place notamment par les lois Auroux, que de redonner confiance aux travailleurs, les aider à retoucher leurs manches par un accroissement du travail, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif ; bref, de redresser l'entreprise, et surtout les PME et les PMI ; les patrons qui n'ont pas compris cela, et Maire le dit clairement, sont des idiots.

A un journaliste du *Nouvel Observateur* lui faisant très justement remarquer qu'une telle stratégie s'apparentait à la collaboration de classes et à la cogestion, Maire déclara que, néanmoins, chacun des partenaires



Edmond Maire

sociaux restait à sa place... Tu parles !

L'autre partie de son argumentation fut une tentative effrénée de justification du collage au cul du gouvernement de gauche. Tout se tient en effet. L'équipe Maire se situe tout à fait, on s'en était déjà aperçu, dans l'optique de la so-

ciété que le PS entend mettre en place : une société consensuelle, de négociations permanentes entre « partenaires » sociaux, remplaçant les conflits et gommant la lutte des classes.

Dans ce sens, le paidoyer d'Edmond Maire, jeudi soir à la télévision, était éloquent : défense des lois Auroux, appel aux employeurs pour reconnaître les représentants du personnel comme outil de participation des travailleurs dans l'entreprise, apologie des structures tripartites et corporatistes comme les comités locaux pour l'emploi. Il ne restait plus à Maire qu'à approuver les récentes déclarations des évêques français sur la crise économique et sociale (appel aux partages des sacrifices, nouvelles solidarités...) et la boucle était bouclée.

Relevons encore quelques remarques dérivant sur l'humour noir : la CFDT serait la centrale ouvrière qui garantirait le plus l'indépendance syndicale ; quant aux dizaines de permanents syndicaux qui se sont retrouvés dans les cabinets ministériels, eh bien il ne s'agit que d'une volonté d'ouverture de la part du gouvernement. Ah bon ! Nous qui songions à une intégration de l'appareil syndical à l'Etat, nous sommes animés par de biens mauvaises pensées...

Et pour terminer, répondant à la question d'un téléspectateur, Maire affirma que s'il n'avait pas été syndicaliste, il aurait très bien pu être patron, pourquoi pas ? Ben voyons...

Patrick (groupe d'Angers)

R.A.T.P ET GESTION COMMUNISTE

MONSIEUR Claude Quin, président du conseil d'administration de la RATP, a bien voulu accorder une interview au journal *Le Monde*, interview datée du 20 septembre 82, dans laquelle il tente de préciser ses objectifs quant à la gestion et au développement de la Régie.

A la lecture de ce document, nous apprenons tout d'abord qu'en plus du titre de communiste, le camarade Quin se prévaut de celui de docteur ès science économiques, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, et qu'il est l'auteur d'un *Traité marxiste d'économie politique* que probablement personne n'a lu. Il semble bien que sur le plan de la fatuité et de la flagornerie, le savoir, et surtout les diplômes de l'enseignement supérieur, jouent le même rôle chez un communiste que chez n'importe quel petit-bourgeois ! La morale marxiste n'est pas si pointilleuse, et faire étalage public de son prétendu savoir par diplômes universitaires interposés semble être un exercice de style que la modestie d'un camarade Quin tolère et supporte sans sourciller. Ah le brave homme ! Mais s'il est un grand mérite qu'il faut bien reconnaître au nouveau président de la Régie, c'est celui de monopoliser cinq colonnes pour une interview dans lequel le lecteur reste sur sa soif. Cinq colonnes d'un verbiage, d'un délayage digne d'un politicien méritant bien de l'Etat. N'en doutons pas, il y a là le savoir-faire, le coup de patte du professionnel qui ne trompe personne, le « matérialisme dialectique » aidant, les formules les plus usitées parlant de « plus large concertation, de responsabilité plus étendue pour l'encadrement » et les appels du pied aux organisations syndicales pour une collaboration active, dans le genre : faites-les retoucher leurs manches et nous vous accorderons bien quelques miettes », deviennent des éléments profondément novateurs qui doivent contribuer à la rigoureuse gestion d'un communiste conscient de ses lourdes responsabilités. Gestion rigoureuse qui tend bien sûr à développer à son maximum la productivité de l'entreprise afin de défendre au mieux le service public ! Ben voyons... Donc, à la RATP comme partout ailleurs dans le secteur privé, en avant pour les chronométrages et l'application des temps alloués dans tous les ateliers ! A l'inverse des administrations ferroviaires

du Bénélux et de l'Allemagne de l'Ouest, qui ont abandonné depuis belle lurette le recours aux chronométrages, la RATP, sous l'égide de son Stakhanov en chef, étend leur application dans de nombreux secteurs de l'entreprise. Merci monsieur Quin, vous méritez bien du camarade Thorez et l'on comprend mieux maintenant pourquoi trente-sept ans après la Libération, la grève



reste toujours la meilleure arme des trusts ! Mais outre son désir de gérer l'entreprise d'une façon rigoureuse, d'utiliser les fonds publics avec la plus grande parcimonie, monsieur Quin insiste sur le fait qu'il veut redonner à la Régie un visage plus humain et pour tous les travailleurs de la grande maison faire que la croissance de l'entreprise se déroule dans un « climat social de dialogue ». Ce sont là de bien belles paroles qui vont, n'en doutons pas, droit aux cœurs des travailleurs !

Un problème qui n'a pas été évoqué par notre grand gestionnaire, je veux parler de la campagne anti-fraude, semble cependant indisposer de plus en plus le bon public parisien. Tous ces rats, pies et vautours chargés de stimuler le zèle délateur des « cochons payants » me fait penser à un autre problème qui visiblement n'émeut guère les différents services de tutelle. Il s'agit du nouveau matériel roulant devant assurer l'interconnexion

entre les réseaux ferrés de la SNCF et de la RATP en circulation actuellement sur la ligne de Sceaux. Plus connu sous l'appellation de M179, ce matériel à la pointe du progrès technologique est tellement « sophistiqué » que les commandes conjointes RATP/SNCF de cent soixante éléments coûtent une véritable fortune aux contribuables. La SNCF, de son côté, désireuse de mettre fin à cette malencontreuse expérience, a décidé de stopper là ce projet et de ne plus commander ce type de matériel pour son propre réseau. Ce matériel ferroviaire tellement vanté par les services de publicité de la RATP est en tout point remarquable. Remarquable bien sûr par son prix sans équivalent (trois milliards de centimes par élément), remarquable par sa complexité et le coût de son entretien qui dépasse tout ce que l'on connaissait jusqu'à présent dans ce domaine, remarquable aussi par le fait qu'il est absolument inexportable dans sa version actuelle. Avant de s'en prendre aux rats, pies et vautours qui hantent les couloirs du métro parisien, monsieur Quin devrait nous faire part de ses réflexions concernant les supers félins qui dévorent sans aucune forme de scrupule les fonds publics. Après le *France*, *Concorde*, *La Villette*, *Le Trou des Halles*, notre gestionnaire se garde bien, même si sa responsabilité directe dans le choix du projet M179 n'est pas engagée, de nous éclairer sur l'ampleur de ce vaste désastre.

Au début de son interview, Claude Quin affirme que l'on peut très bien être simultanément communiste et patron d'un grand service public. Nous, libertaires, n'en avons jamais douté. A preuve, puisque depuis plus de cent ans, les marxistes de tout poil broient l'histoire et les systèmes politiques et économiques s'arrangeant toujours très bien avec leurs scrupules moraux ou éthiques, ils peuvent effectivement, sans aucune difficulté, gérer une entreprise relevant du capitalisme d'Etat, participant ainsi directement à la pérennité du système de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Pour toutes ces raisons, monsieur Quin, vous méritez bien du marxisme, du capitalisme et de la « classe ouvrière ».

Hugo von der Horst



GRÈVE AUX P.T.T.

LE 7 octobre, pour la première fois depuis la victoire de la gauche en mai 81, une fédération syndicale appelait l'ensemble du personnel des PTT à faire grève contre des mesures gouvernementales jugées négatives. Il ne s'agissait pas pour la CFDT de s'attaquer au gouvernement qu'elle avait, selon ses propres termes, si puissamment contribué à faire élire, mais d'aider le ministre des PTT à obtenir les crédits nécessaires au bon fonctionnement de son administration. On se demande où se nichent ces forces mystérieuses qui empêchent le gouvernement socialiste de prendre les décisions de justice et de progrès social qu'il a promises et qu'il ne parvient pas à appliquer ! Curieuse dialectique que celle qui consiste à se battre contre une politique sans dénoncer ses promoteurs...

Toujours est-il que la fédération CFDT a fini par franchir le pas plus vite que les autres organisations syndicales. Un peu moins liée au parti au pouvoir que la CGT ne l'est au PCF, elle a plus vite ressenti les mauvaises vibrations qui affectaient une base militante de plus en plus atteinte de démoralisation politique. La CFDT avait pourtant fait de louables efforts, dans le cadre des « nouvelles solidarités », pour adapter sa stratégie à la nécessaire gestion du système en crise. Il serait trop fastidieux d'énumérer ici toutes les concessions faites par la voix d'Edmond Maire. Entre le blocage des salaires à moitié accepté, la cotisation chômage des fonctionnaires complètement admise, les 35 heures reportées à des temps meilleurs en... 1985, le leader syndical avait véritablement fait assaut d'amabilité en tous genres à l'adresse du gouvernement, l'invitant même parfois à plus de rigueur !

Mais comme le rôle des syndicats reste quand même de défendre les intérêts des travailleurs, et que ce sont les travailleurs qui, en se syndiquant, donnent sa force au syndicat, il a bien fallu imaginer une porte de sortie à l'allure revendicative. Il est vrai que les PTT sont un secteur traditionnellement infesté d'opposants de toutes sortes à la ligne confédérale, et la fédération ne pouvait pas faire moins qu'appeler à une grève de 24 heures, au moment où il se confirme que la sortie du blocage des salaires se soldera par une perte sèche et que rien ne sera fait pour réduire les inégalités, que même la cinquième semaine, pourtant appliquée dans tout le secteur privé, ne concernerait pas les agents des PTT, du moins pas en 1982.

On se croirait revenu au plus beau temps de l'intransigeance ministérielle, je veux dire au temps où les syndicalistes étaient rarement reçus à discuter. Maintenant on les reçoit fréquemment, mais ce n'est pas pour autant qu'on donne satisfaction aux revendications, même modérées, qui sont exposées.

Cette journée du 7 octobre marque pourtant, malgré sa portée limitée, un événement non négligeable. D'abord il faut constater que même si le mécontentement grandissant n'a pas débouché sur de fabuleuses participations à la grève, celle-ci a tout de même affecté quelque 20% des postiers, ce qui représente plus que n'avait jamais réussi la CFDT seule dans ses précédentes tentatives.

Un tel résultat, significatif d'un réel mécontentement qui cherche le moyen de s'exprimer, devrait en faire réfléchir plus d'un. D'abord l'administration qui a entamé depuis le 6 octobre les négociations sur la sortie du blocage des salaires ; ensuite la CGT qui, par peur de voir à terme s'effriter un potentiel militant déjà bien entamé depuis l'affaire polonaise, va devoir envisager de monter d'un cran dans l'action qu'elle entend pour l'instant continuer seule dans les PTT.

L'unité n'est pas encore à l'ordre du jour, mais si l'administration n'est pas en mesure de comprendre l'avertissement que constitue cette première grève depuis dix-huit mois de pouvoir socialiste, la situation pourrait bien devenir de plus en plus explosive dans cette administration qui reste la plus mal lotie de toute la fonction publique, tant sur le plan des salaires que des conditions de travail.

Alain SAUVAGE

LA C.G.T., L'AUSTÉRITÉ ET LE GOUVERNEMENT

ASÓN habituel discours de rentrée, porte de Pantin à Paris, Henri Krasucki avait entouré d'un flou plus qu'artistique les positions réelles de la confédération de la rue Lafayette vis-à-vis du gouvernement. Bien sûr, ceux qui ne savent toujours pas lire entre les lignes disent qu'au congrès de Lille, la CGT a décidé d'appuyer de toutes ses forces le changement au gouvernement... Ce qui voudrait dire que la CGT s'abstient de toute revendication maximaliste, ne gêne pas la production par des grèves intempestives ?

La réalité est beaucoup plus complexe. Si dans la santé ou les transports (1) la CGT se montre peu encline à la grève, ministre oblige, dans des secteurs jusque là peu syndiqués, elle mène des luttes pour de meilleures conditions de travail comme à Citroën-Aulnay, à Talbot ou, récemment, aux magasins Tati à Paris.

D'un côté elle montre qu'elle sait être un « partenaire constructif » du gouvernement et de l'autre qu'elle a toujours la capacité de rassembler des travailleurs et de les unir dans des actions revendicatives. L'attitude de la CGT serait-elle « à la carte », laissée à l'initiative de chaque structure syndicale ou existe-t-il un fil conducteur ? Car dans d'autres domaines (sidérurgie, entre autres), où la CGT se veut plus constructive que revendicative, un certain rapprochement avec la nébuleuse cogestion de la CFDT est à signaler... Y a-t-il dans la démarche de Krasucki un côté cour et un côté jardin ? Deux attitudes pouvant saisir toutes les sensibilités de la Con-

fédération générale du travail ?

Car des « militants responsables » reprochent au gouvernement les « cadeaux » faits aux patrons, certains se demandant si c'est la droite ou la gauche qui est au pouvoir (2).

Le blocage des salaires, « une décision globalement funeste » est le clivage, ou on l'accepte ou on le combat. Le Parti communiste le sait bien, lui qui a quitté le gouvernement d'abord après la grève de Renault en 48, déclenchée contre la politique d'austérité.

Le problème de fond pour une centrale syndicale est le suivant : prendre pour du pain béni tout ce que fait ou dit le gouvernement, ou avoir son propre avis représentant les seuls intérêts des travailleurs. Du fait d'un rapprochement de vues souvent intempestif avec le Parti communiste, l'avis de la CGT tient plus de la valse hésitation que de la position de classe... Diable, des représentants du grand phare de la place du Colonel-Fabien sont au gouvernement et tout semble devoir se conformer à leur action. La CGT a-t-elle vraiment, comme il est dit dans ses statuts, une action autonome ?

On peut en douter quand on voit qu'une fois de plus c'est le Parti communiste qui donne le ton. Le PC reproche au gouvernement de ne pas tenir tous ses engagements et de « céder à la pression de la droite et du patronat », et ceci par la voix de André Lajoie, dans un rapport au comité central du 4 octobre. La CGT, elle, réunit son comité confédéral national les 14 et 15 octobre, réunion où sera repris le thème de l'intervention des

travailleurs, leur mobilisation sur les salaires, l'emploi et la Sécurité sociale. On rêve, est-ce permis, d'une situation inverse : la CGT décidant quelque chose et le PC le reprenant à son compte ! Mais on sait que les rapports syndicats-partis sont un des points de désaccords entre marxistes de tout poil et anarcho-syndicalistes. Quoi qu'il en soit, le syndiqué de base se rend une fois de plus compte que des décisions syndicales se prennent en dehors des structures confédérales, que l'attitude de la CGT dépend plus des oppositions PC/PS que de l'avis des syndiqués.

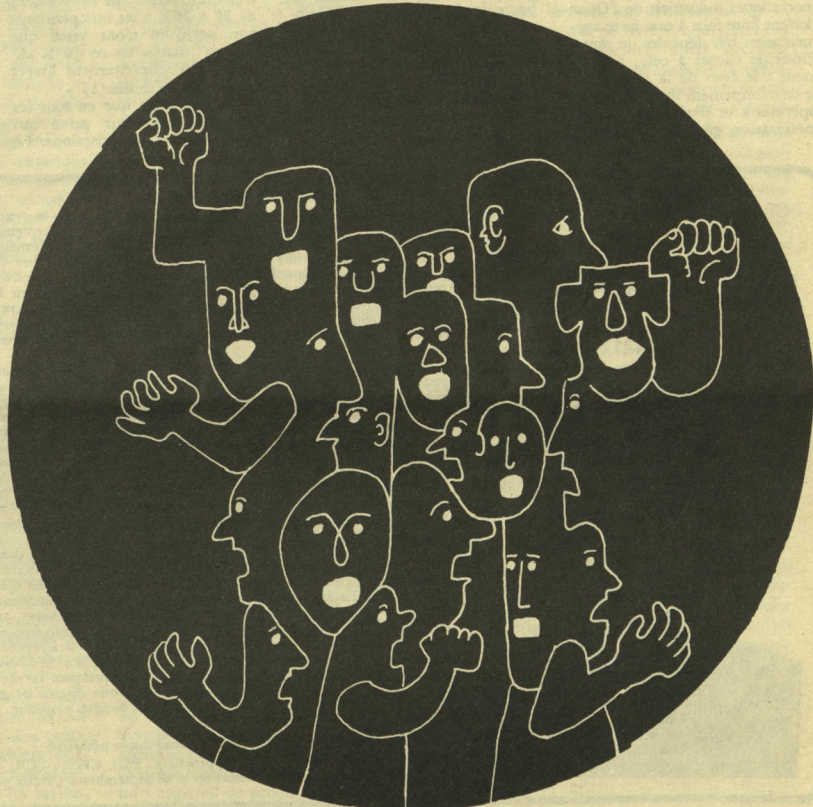
Pour nous, anarcho-syndicalistes, le problème est autre. Ce sont les travailleurs dans leurs structures syndicales sur la base de leurs propres intérêts qui doivent agir pour l'avènement d'une autre société. Et non pas des partis politiques par la voie parlementaire où ils sont obligés de faire la politique de la droite, qu'ils le veuillent ou non. Ainsi, la lettre de mille salariés de Rouen demandant de « faire respecter les choix du 10 mai » ne fait qu'entretenir chez les travailleurs l'illusion du parlementarisme. La CGT rentre-t-elle dans une période d'opposition au gouvernement ?

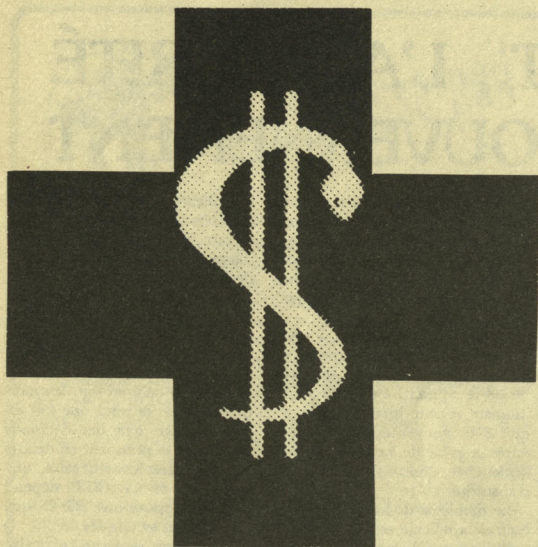
Il est peut-être un peu tôt pour l'affirmer, ce qu'on peut dire, c'est que le poids de forces partisans aura été plus fort dans ce choix que l'avis des travailleurs syndiqués.

Jean-Pierre GERMAIN

(1) Confer la dernière grève d'Air-France.

(2) Qu'ils fassent attention ! Le doute est en eux et Edmond Maire disait : c'est l'anarcho-syndicalisme.





Sécurité sociale

Economies de bouts de chandelles ou réforme du système ?

A la différence du serpent de mer dont on parlait périodiquement mais qu'on ne voyait jamais, le déficit de la Sécurité sociale, lui, existe bien, encore que son montant réel fluctue selon les besoins de la mauvaise cause des pouvoirs publics. Il connaît ses phases cycliques d'actualité au cours desquelles certains embouchent les trompettes du Jugement dernier pour annoncer l'imminence d'une catastrophe économique, puis les années passent... Combien de fois avons-nous entendu ces jérémiades : les dépenses de santé ont atteint un seuil intolérable, les entreprises ne peuvent plus supporter, sous peine de faillite générale, la plus petite augmentation de leurs charges sociales, etc.

Toutefois, il ne serait pas sérieux de prétendre qu'il n'y a pas de difficultés. Tous les pays démocratiques industriels de l'Ouest doivent faire face à une forte augmentation des dépenses de santé. Plusieurs causes à cela, notamment : le coût de la recherche, le développement des techniques opératoires et d'exploration, l'amélioration générale du niveau

de vie qui permet aux gens de se soigner plus, l'augmentation sensible de la durée moyenne de la vie... Certaines dépenses peuvent être compressibles, d'autres, au contraire, continueront de croître. Aussi, les vieilles recettes pour combler les trous ne peuvent plus servir, nulle part.

En ce qui concerne la France, le déficit de la Sécurité sociale prévu pour 1983 s'élève à 30 milliards de francs. Le ministre de la Solidarité nationale, Pierre Bérégovoy, a donc élaboré un plan qui doit supprimer ce déficit, sans augmentation des cotisations, ce qui est nouveau pour les salariés. Cependant, les retraités devront apporter leur contribution. Parmi les mesures prises ou envisagées, beaucoup sont de vieilles recettes bouchées : reprises des plans giscardiens, d'autres, du cru de Bérégovoy, relèvent de l'économie de bouts de chandelle et sont déplorables : augmentation des cotisations des salariés, ce qui est nouveau pour les salariés, ce qui est nouveau pour les retraités devront apporter leur contribution. Parmi les mesures prises ou envisagées, beaucoup sont de vieilles recettes bouchées : reprises des plans giscardiens, d'autres, du cru de Bérégovoy, relèvent de l'économie de bouts de chandelle et sont déplorables : augmentation des cotisations des salariés, ce qui est nouveau pour les salariés, ce qui est nouveau pour les retraités devront apporter leur contribution. Parmi les mesures prises ou envisagées, beaucoup sont de vieilles recettes bouchées : reprises des plans giscardiens, d'autres, du cru de Bérégovoy, relèvent de l'économie de bouts de chandelle et sont déplorables : augmentation des cotisations des salariés, ce qui est nouveau pour les salariés, ce qui est nouveau pour les retraités devront apporter leur contribution.

important, de modifier le financement de la Sécurité sociale de manière que les cotisations ne reposent pas uniquement sur les salaires.

En fait, cette dernière proposition serait une réforme fondamentale du système de financement, enfin adapté à notre époque. En effet, des secteurs à forte productivité (agro-alimentaire, pétrole...) ou à forts produits financiers (banques...) font des profits très élevés, qui ne sont pas en rapport avec le nombre de salariés employés, alors que le textile et le bâtiment, par exemple, pour un même chiffre d'affaires, ont des charges salariales bien plus lourdes. On pourrait donc instituer une double cotisation, ainsi que le propose Paul Rolland dans « Economie et politique » de mai 1982 : « Une cotisation proportionnelle aux salaires versés, à un taux abaissé (de l'ordre de 15,5% environ) ; une cotisation proportionnelle à la valeur ajoutée brute à un taux de l'ordre de 10,5% environ pour les entreprises non financières (15,5% environ pour les institutions financières). Le total des deux termes donnerait la cotisation globale versée par l'entreprise, soit : cotisations = 15,5% des salaires + 10,5% de la valeur ajoutée brute. Ainsi, plus la valeur ajoutée brute obtenue pour une quantité de salaires versés serait élevée et plus fort serait le taux de cotisation réel calculé sur la base des salaires. »

Actuellement, une des causes du déficit du régime de la Sécurité sociale (celui des salariés), c'est la ponction qu'il subit pour alimenter les autres régimes (fonctionnaires, exploitants agricoles, travailleurs indépendants, etc.). Il conviendrait donc d'unifier les cotisations et les prestations de tous les régimes. Si cette unification était faite sur la base du régime général actuel en vigueur pour les salariés, et en prenant pour référence l'année 1980, « les salariés du régime général et les salariés agricoles auraient versé une cotisation inférieure de 13% à celle qu'ils ont effectivement payée ; les fonctionnaires, agents des collectivités locales, EDF, SNCF, exploitants agricoles auraient au contraire dû verser un supplément de 20 à 25% ; les indépendants non agricoles n'ont versé que le tiers environ de ce qu'ils auraient dû effectivement payer sur ce régime unifié (1). »

On s'aperçoit que ce sont les salariés du secteur privé qui paient le plus de cotisations. Le

principe : à droits égaux, cotisations proportionnelles aux revenus, devrait bien être appliqué.

Enfin, et sans oublier que le chômage est la cause d'un « manque à gagner » énorme pour la Sécurité sociale, il faut souligner que les dettes patronales cumulées représentent la somme de 27 milliards de francs, soit presque le déficit prévu pour 1983. Le patronat considère la Sécurité sociale comme une source d'alimentation à bon marché de la trésorerie des entreprises. Notons que la tendance des patrons à différer le paiement des cotisations s'est fortement accentuée depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir (66% de dettes en plus) comme par hasard.

Des économies sont à réaliser, mais la plupart ne peuvent avoir d'effet à court terme. Le gigantisme des hôpitaux, par exemple, coûte fort cher ; cependant, ils sont là et il faut bien s'en servir ; l'amélioration de leur fonctionnement sera lente. Les médicaments, considérés par les fabricants comme une marchandise ordinaire, grèvent lourdement le budget de la Sécurité sociale. Si une industrie devait être nationalisée en priorité, c'est bien celle-là ! Le budget publicitaire des laboratoires, le conditionnement des médicaments, le nombre important de spécialités nouvelles, qui n'ont de nouvelles, le plus souvent, que la poudre de perlinpinpin qui est ajoutée aux ingrédients composant un ancien produit et qui en fait un médicament « nouveau », donc plus cher ; le gâchis des produits pharmaceutiques par les patients eux-mêmes auxquels sont prescrits, bien des fois, trop de médicaments par des médecins mal formés dans les facultés et trop influencés par la publicité des laboratoires... ; tout cela revient cher à la communauté, c'est-à-dire à chacun d'entre nous.

Et pourtant, tout le monde n'est pas malade, heureusement ! Ainsi, dans une étude parue cette année aux éditions Pergamon, le Centre de recherche et de documentation souligne que « 4% des personnes entraînent 50% de l'ensemble des dépenses ; 10% des personnes entraînent 70% de l'ensemble des dépenses ; 41% des personnes n'ont eu aucune dépense et 70% des personnes ont occasionné moins de 7% des dépenses ».

Dans le système économique et politique actuel, dans lequel il nous faut bien vivre en attendant les changements fondamentaux de la société pour lesquels

nous œuvrons, il est possible de faire face aux dépenses de santé pour assurer ce droit à la santé, justement, que la majorité de la population revendique. Celles-ci, dans l'avenir, pourraient être considérablement allégées si des actions de prévention étaient énergiquement conduites dès maintenant. Seulement, voilà, pour être efficaces, elles porteraient atteinte au système économique en place, car elles viseraient les conditions de travail (et de « non-travail »), d'environnement, de vie tout simplement ; elles pourraient être un frein au tabagisme, à l'alcoolisme, à l'usage de la drogue.

En attendant, tout le monde doit pouvoir se soigner le mieux possible. Mais nous qui ne sommes pas des démagogues, nous dirons que si les soins peuvent être gratuits pour les individus, ils ne le seront pas pour la communauté. Il faudra choisir la meilleure façon d'assurer la solidarité indispensable. La Mutualité est un bon exemple, quoique encore imparfait. Mais nous devons être bien persuadés de ce principe que les services comme les marchandises ont un coût qu'il faut acquitter. Pour prendre un exemple, il est fréquent d'entendre dire dans nos milieux que la gratuité des transports en commun doit être instaurée à Paris et dans les grandes villes. Pourquoi pas ? Mais si les usagers ne paient pas, ce sont tous les citoyens qui paieront, même ceux qui (habitants des petites villes, villageois) ne s'en servent pas. On peut aussi prévoir pour les individus la gratuité des logements, de l'électricité, etc., mais ce que les individus ne paieront pas, c'est la communauté qui le paiera, c'est-à-dire chacun. Vaste problème.

Cette digression faite, constatons que les mesures prises par le gouvernement pour résorber le déficit de la Sécurité sociale colmatent très provisoirement les brèches. Ce gouvernement de gauche aura-t-il la volonté — et le pouvoir — de réformer profondément l'institution de la Sécurité sociale au bénéfice des travailleurs, ce qui lui vaudra l'opposition farouche du patronat, ou bien se contentera-t-il de reprendre, comme il vient de le faire, en les aggravant, les mesures prévues par les gouvernements de la droite ?

André DEVRIENDT

(1) Centre d'études des revenus et des coûts. Comparaison des régimes de Sécurité sociale : cotisations et prestations. Rapport d'étape, mai 1982.

Civaux

Enquête et manif : bidon !



Isolés mais pas muselés

L'enquête d'utilité publique pour la construction de la centrale électronucléaire de Civaux (Vienne) a commencé le 14 septembre. Quelques jours auparavant, deux associations locales, conformément à leur engagement lors du rassemblement du 4 septembre (voir ML 453), ont distribué un tract appelant à exprimer le refus de la centrale, en l'écrivant sur le registre prévu à cet effet ou en boycottant activement l'enquête (fissurage, destruction du registre...). Ce tract invitait également les antinucléaires à se regrouper tous les samedis à Civaux (rendez-vous hebdomadaire dont un seul journal a fait mention...).

Malgré cela (la gauche au pouvoir, c'est triste !), une douzaine de personnes seulement ont inauguré l'enquête, le mardi matin à Civaux. Si bonne humeur et ironie régnaient chez les manifestants, ce n'était pas le cas du côté des gendarmes, omniprésents. Dans la journée, outre différentes inscriptions sur les registres — refus de la centrale, protestations contre les chaînes entravant les registres, la présence policière, publicité pour *Le Monde libertaire*, etc. —, des pages de registres (simulant la « future » centrale) furent fissurées. Pour finir, tout le monde fut emmené à la gendarmerie de Chauvigny pour contrôle d'identité. Sept personnes refusant de déclarer leur nom furent emmenées jusqu'à Poitiers (le tout agrémenté de différentes menaces) et relâchées dans la nuit...

Depuis, malgré différents articles et communiqués dans la presse, la population n'a guère bougé. Samedi 25 septembre, la venue de Mitterrand, Chirac, Giscard, Marchais et d'un ingénieur fou d'EDF n'a pas sorti les habitants de Civaux de leur léthargie. Seraient-ils déjà tous paralysés par les radiations ? Quelques déclarations antinucléaires, quelques dossiers dérobés sont les seules manifestations d'hostilité. Les gendarmes, en revanche, n'hésitent plus à reprocher à une personne d'être restée trop longtemps sur la place de Civaux ! Mieux, dimanche soir, après la manifestation, quelques personnes discutent sur la place de Lussac-les-Châteaux : une dizaine de gendarmes arrivent bientôt pour les faire partir ! Société nucléaire, société policière !

Dimanche 26 septembre : randonnée pédestre

Les élections municipales se rapprochant, PSU, CFDT, LCR, etc. ont décidé de faire une manifestation le 26 septembre à Civaux pour

protester contre la trahison de Mitterrand (sic) et appeler à des sanctions électorales (re-sic !). Comme nous ne sommes pas sectaires, les groupes de la Vienne, Haute-Vienne et de Charente de la Fédération anarchiste ont également appelé à cette manifestation : contre le nucléaire, civil ou militaire, à Civaux comme ailleurs, et pour continuer le boycott de l'enquête.

Le millier de manifestants qui avait bravé les mauvais temps n'a pas été déçu. Au programme : une heure de balade dans la campagne (en évitant soigneusement le site) et, en clôture, un discours insipide sur les milliards gaspillés par EDF à Civaux. Mais l'action va se durcir : les organisations proposent de rentrer immédiatement sur Poitiers, à 20 kilomètres/heure. S'ils pouvaient décider de faire le tour du monde à cette allure, pour protester contre la centrale, nous serions bien débarrassés ! Pour eux, le prochain rendez-vous sérieux c'est mars 83... Politicards de tous les pays, suivez-vous !

Et l'enquête ? Ils feront une réunion un de ces jours pour voir ce qu'on peut faire...

Heureusement (malheureusement pour eux), ils n'étaient pas tout seuls, et quand nous sommes arrivés sur la route menant au site et barrée par le service d'ordre des organisations, une vive discussion s'est engagée. Finalement, une centaine de personnes sont allées sur le site. Les gardes mobiles, stationnés à quelques centaines de mètres, attendaient sans doute (comme les organisateurs) que les manifestants s'attaquent au matériel de forage en place. La démonstration était faite de la volonté de la CFDT, du PSU, etc. d'anesthésier la lutte par des manifestations-bidon. Ils ont d'ailleurs refusé de s'expliquer publiquement sur leur attitude, ce qui est suffisamment explicite.

Quant au boycott de l'enquête, nous sommes les seuls à avoir rappelé ce qu'il est possible et nécessaire de faire. En tout cas, même si cette manifestation n'aura pas servi à relancer la lutte, elle aura permis, pour qui veut voir clair, de démasquer les intentions véritables de ces pseudo-antinucleaires (la pêche aux voix et aux adhérents) et de semer le doute dans l'esprit de pas mal de manifestants. Ça promet des débats houleux !

Pour nous, la lutte continue. Nous invitons tous les antinucléaires conséquents à désertir les rangs des larbins du pouvoir et à combattre le nucléaire avec la seule arme efficace : l'action directe.

Inactifs aujourd'hui, radioactifs demain. A bientôt !

Robert

Médecine populaire

et médecine du pouvoir



Si l'on considère l'évolution des sociétés occidentales, il est un fait qui ressort nettement. C'est l'émergence progressive de structures de plus en plus spécialisées, qui prennent en charge des fonctions qui, à l'origine, étaient éparpillées dans la société. Ce mouvement de concentration et de spécialisation tend à retirer de l'ensemble de la société des pratiques qui étaient le fait de tous les individus, pour les réserver à des catégories de spécialistes qui, pris dans leur ensemble, finissent par former des groupes cohérents. Ces groupes ont leurs dynamiques propres et s'organisent sous forme de « systèmes », c'est-à-dire sous forme d'ensembles cohérents, dont chacun des éléments est lié aux autres éléments par des liens d'interdépendance, des liens de solidarité en rupture avec le reste de la société. Les liens avec cette dernière ne se font que par l'intermédiaire de ce système qui les comprend ; en ce sens, on peut dire que ces groupes sont hors de la société et qu'ils forment à eux seuls comme une autre société, un cancer, à l'intérieur du corps social. L'appareil d'Etat en est l'exemple le plus spectaculaire et aussi le plus ancien.

L'enseignement en est un autre exemple : l'enseignement mutuel, qui était la mise en commun des connaissances éparpillées entre tous les individus, est devenu un appareil spécialisé par lequel doit obligatoirement transiter la connaissance et sa diffusion. L'effondrement de la culture populaire, devenue aujourd'hui une culture de masse, est à mettre en liaison avec cette séparation.

On peut constater le même phénomène en ce qui concerne l'éducation et plus généralement le social : là où jadis les communautés humaines prenaient en charge par leur fonction de solidarité les personnes en difficulté (ce qui fut mis en évidence par Kropotkine dans *L'Entraide*), des structures spécialisées ont été créées pour assumer cette fonction, en lieu et place de l'ensemble de la société.

Un autre domaine, et qui est d'importance, est celui de la médecine. De tout temps a existé une médecine officielle qui était liée au pouvoir, et une médecine populaire, qui était le lot de tous. La médecine liée au pouvoir, en dehors de sa fonction par rapport à ce pouvoir et du fait qu'elle est exercée par des personnes dont c'était la seule occupation (chamanes, prêtres, sorciers, médecins...), a toujours occupé une position spéciale par rapport à la médecine populaire et par rapport à la production du savoir médical : elle était le lieu de recherche en matière de traitements soit des maladies, soit des chocs

traumatiques. La médecine populaire est restée une discipline empirique, ne serait-ce qu'à cause de la confiscation de la connaissance par la médecine liée au pouvoir, et surtout à cause de la différence énorme entre les deux, sur le plan des moyens matériels.

Il était inévitable qu'une coupure radicale s'opère entre les deux pans de la pratique médicale, et cette coupure s'est traduite par une divergence entre les méthodes de chacune : la médecine « officielle » a évolué vers les méthodes scientifiques, et la médecine traditionnelle est restée empirique, c'est-à-dire qu'elle reste au niveau simple de « à tel fait correspond tel effet », et n'est jamais remontée jusqu'à l'élaboration théorique qui met en évidence des lois et systèmes, rendant compte des phénomènes et des traitements qui en découlent. Alors que la connaissance scientifique permet une concentration énorme du savoir, et donc rend sa transmission et son acquisition aisée à ceux qui y ont accès, la connaissance empirique est surtout le résultat de l'expérience et de sa compilation, et donc son apprentissage ne peut être que très long. Mais l'avantage de cette dernière est que la connaissance empirique est accessible à tous, alors que la connaissance de type scientifique n'est accessible qu'à ceux qui ont un bagage culturel développé, c'est-à-dire, dans notre société, aux membres des classes aisées qui ont accès à l'enseignement universitaire (les « héritiers »).

Si l'on considère la médecine empirique dans son ensemble, on peut dire que du fait du nombre des individus qui y participent (à priori l'ensemble de la population), elle est largement plus vaste que la médecine scientifique qui n'est le fait que d'un nombre restreint d'individus. Mais son handicap reste celui de la mise en commun des informations éparpillées, de plus en plus problématique, du fait de la concentration des circuits de circulation des informations (dont l'apparition de l'informatique est la mise en évidence ; l'émergence de l'informatique et sa généralisation ou son extension à tous les aspects de la vie nous montrent que cette technique est le seul moyen d'une nouvelle stratégie de la domination : elle rend possible une capitalisation des informations, ainsi que leur contrôle et leur rétention).

Si l'on peut dire que médecine « officielle » et médecine populaire ont le même point de départ, on peut dire également qu'aujourd'hui elles semblent s'exclure l'une l'autre. Mais contrairement aux apparences, l'opposition entre les méthodes de ces deux types de médecine n'est

pas ce qui les oppose fondamentalement. Le mouvement actuel, à l'intérieur de la médecine du pouvoir elle-même, vers la phytothérapie, l'homéopathie, l'iridologie, les massages thérapeutiques, etc., montre qu'elle est capable d'intégrer les pratiques empiriques, sans se nier.

Les oppositions sous-jacentes, qui sont la base du conflit entre ces deux pratiques, se trouvent dans le fait que la médecine populaire suppose que chacun est capable de se guérir lui-même ; elle suppose donc l'automédication. La médecine liée au pouvoir suppose que la pratique médicale reste le fait de spécialistes ; c'est-à-dire d'une catégorie particulière de la population, une caste dont l'accès passe par un cycle initiatique sanctionné par des diplômes d'Etat ayant valeur juridique (les gardiens de la caste sont les membres de l'Ordre des médecins. Ce processus est à mettre en parallèle avec les professions juridiques qui se prétendent en dehors du pouvoir politique). Dès lors que l'exercice de la médecine passe par l'existence d'une caste, les intérêts de cette caste restent liés au pouvoir en tant que structure, parce que c'est ce dernier qui garantit son existence. Il est donc impossible que la pratique médicale qui en découle ne soit pas empreinte des intérêts de ce pouvoir — indépendamment de ceux qui le détiennent à un moment donné, et de leurs idéologies.

Pour la médecine populaire, nous sommes les maîtres et les gardiens de notre santé, de notre corps, de notre individu. Pour la médecine du pouvoir, notre corps, notre individu, notre santé devient un problème d'Etat : nous cessons de nous appartenir pour devenir la propriété de l'ensemble de la société, en l'occurrence de la société de classes (qui n'a pas entendu dire que « l'individu n'existe pas » ? Ce à quoi Stirner répondait : « Je serais curieux de voir comment M. Hegel s'y prendrait pour me prouver que je n'existe pas... »). Cette infantilisation des individus (nous ne sommes plus que les locataires de nous-mêmes, le propriétaire en étant le pouvoir) ne se produit pas seulement sur le plan de notre être physique, mais également au niveau de notre dimension psycho-affective et sociale (cf. les travailleurs sociaux).

Cette évolution vers un assistanat et une infantilisation des individus, de plus en plus systématique, ne s'est pas produite au hasard et elle est à mettre en rapport avec le développement de la société industrielle et capitaliste. L'Etat, sous sa forme moderne, ne peut être considéré que comme un « appareil de production de pouvoir ». C'est-à-dire qu'il est une structure dont le

but est de produire et de permettre la capitalisation de certaines sommes de pouvoir (en se servant, au besoin, de relais : par exemple le secteur associatif...), au service de la classe dominante, ici les propriétaires, là les technobureaucrates.

Depuis la fin du XIX^e siècle, cet appareil a évolué dans ses structures internes, et l'on pourrait dire que nous assistons à un lent processus de prise de conscience de sa véritable fonction sociale (la production du pouvoir). Et par suite, il en découle un mouvement de rationalisation, de systématisation et de perfectionnement des techniques de la domination. Ainsi, il ne s'agit plus, à présent, d'une simple mise en place de domination sociale, mais aussi d'une rationalisation et d'une systématisation du maintien en état de la main-d'œuvre, et sa rentabilisation maximale : l'Etat est devenu un des moyens de la concurrence que se livrent bourgeoisie et capitalismes nationaux. Cette nécessité d'un contrôle par le pouvoir de la rentabilité de la main-d'œuvre passe par le contrôle de tout ce qui relève de la santé.

En particulier, ce contrôle ne peut accepter une pratique médicale dont les finalités et donc le fonctionnement iraient dans un sens différent que le sien. Cela explique la stratégie de concentration de la médecine liée au pouvoir, et la lutte acharnée qu'elle mène contre la médecine populaire, contre l'automédication et contre la diffusion à l'intérieur de l'ensemble de la population du savoir médical.

Bien sûr, il ne faut pas oublier l'importance énorme que les trusts pharmaceutiques jouent dans ce combat. Et l'on pourrait dire qu'ils sont les moyens qui ont aidé la médecine du pouvoir à s'adapter aux changements intervenus dans les conditions de son exercice, et donc qui l'ont aidé dans son effort pour éliminer la médecine populaire.

Mais il est évident que tous les efforts des pouvoirs ne pourront empêcher la médecine populaire de se maintenir, ne serait-ce qu'à un niveau très primaire : c'est déjà un acte d'automédication que d'aller se coucher quand on se sent fatigué. Pour parler plus sérieusement, la résistance au pouvoir médical et la prolifération de la connaissance médicale empirique (phytothérapie, etc.) et scientifique, sont des actes qui participent du combat contre tous les pouvoirs, et des actes de résistance face aux perfectionnements de l'Etat et du capitalisme, perfectionnements dont dépend leur simple survie.

POLOGNE

SOLIDARITÉ « INTERDIT »...

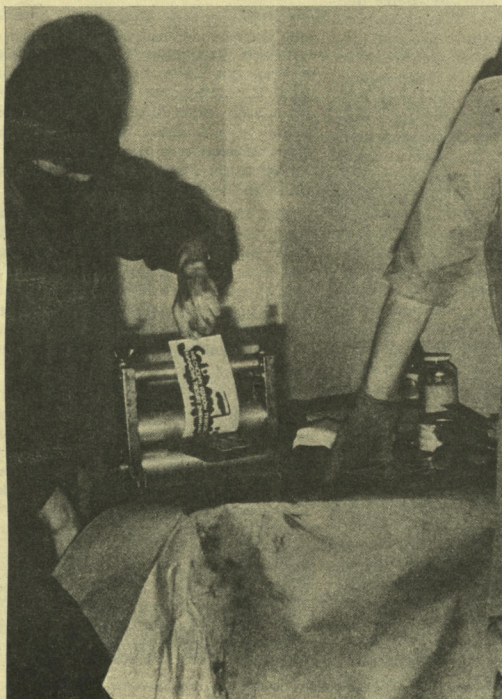
QUAND la nouvelle tomba sur les téléx la semaine dernière, on pouvait dans un premier temps sourire : en effet, le syndicat Solidarité n'était-il pas « interdit » depuis un certain 13 décembre où Jaruzelski et ses sbires ont posé leur botte militaire sur un pays où les travailleurs avaient trouvé une organisation qui leur était propre ? On oublie qu'en Pologne le droit légal est encore resté plus ou moins au diapason des accords de Gdansk, les prud'hommes par exemple réintègrent encore des militants licenciés de leurs entreprises (même s'ils sont à nouveau licenciés quelques jours plus tard...). Certains tribunaux refusant encore de condamner sans preuve (sic !), Jaruzelski and Co ont pris exemple sur les lois où la liberté de l'individu est particulièrement respectée : l'URSS. Certaines lois sur l'intermède psychiatrique sur simple décision administrative, la définition d'« asocial » (les chômeurs entre autres !), la répression des « signes subversifs » chez les jeunes, etc., vont être adoptés en Pologne. Pour ne rien laisser dans l'ambiguïté, le Parlement polonais a donc adopté, le 9 octobre, un projet de loi sur l'organisation de la vie syndicale, qui met un terme à l'existence légale de Solidarité. Il en est d'ailleurs de même pour tous les autres « syndicats » qui existent ce jour en Pologne. Il est prévu qu'en 1985, une nouvelle organisation syndicale existera, et que, selon toute évidence, elle sera unique. D'autre part, le droit de grève est toujours mentionné dans les textes, mais on se demande pourquoi.

Le parlement, encore lui, peut le « suspendre pour la période nécessaire », et dans des « situations exceptionnelles justifiées par l'état critique de l'économie ». Quant à Solidarité, l'organisation syndicale était jusqu'ici « suspendue » ; elle est maintenant interdite.

Du passé faisant table rase, les sombres négociations qui ont dû exister entre l'Eglise, Jaruzelski and Co et certains éléments de Solidarité n'ont vraiment rien donné. En Pologne, le syndicat Solidarité réapparaîtrait sur la scène publique dans toute son intégralité ou resterait dans la clandestinité. Le sigle ne pouvant être utilisé par l'Etat polonais, celui-ci a tout simplement choisi de le faire disparaître juridiquement... Il paraîtrait même que la simple utilisation du mot « Solidarité » dans l'appellation des nouveaux syndicats serait explicitement bannie par la loi ! Celle-ci prévoit que dans un premier temps (jusqu'à fin 83), des syndicats d'entreprise seront créés sans aucun lien entre eux, même au niveau local ! Les fédérations nationales d'industrie se constitueront en 1984 et la Confédération unique en 1985. Tout groupe de salariés désirant fonder un syndicat dans son entreprise doit avant tout présenter aux autorités un projet de statut où il s'engage à respecter la Constitution, la propriété étatique dans les moyens de production, le système socialiste, les alliances internationales de la Pologne et le rôle dirigeant du Parti !

Les accords de Gdansk, c'est du passé pour les dirigeants militaro-communistes de la Pologne, et ils ont tout prévu pour qu'en 85 une confédération unique respectant le rôle dirigeant du parti naisse au jour radieux du printemps socialiste... Cela paraît simpliste, monsieur Jaruzelski, on oublie trop facilement que la classe ouvrière peut gérer elle-même ses affaires et coincer la plus belle machine fabriquée pour l'asservir !

Alexis PIERRE



Le 2 octobre, vers 21 h, la nouvelle de l'arrestation de trois officiers supérieurs pour « atteinte à la sûreté de l'Etat » tombait sur les téléscripteurs des agences de presse espagnoles.

Ces trois zigs, les colonels Luis Munoz et Jésus Crespo, et le lieutenant-colonel José Crespo, préparaient, est-il besoin de le préciser, un putsch militaire. La date avait été fixée. Le 27 octobre prochain. Soit la veille des élections législatives qui devraient, si l'on en croit les sondages, porter les socialistes du PSOE au pouvoir. Un plan d'action précis avait été élaboré. Occupation des endroits stratégiques par les tanks. Coupure des communications. Et soulèvement d'un certain nombre de régiments de province. Bref, le scénario classique ! Pas original pour deux sous. Totalement dépourvu d'imagination. Mais... terriblement efficace !

Une nouvelle fois, donc, la douzième depuis la mort de Franco pour être précis, l'Espagne vient d'échapper de peu au pire et les mêmes questions se posent de nouveau. A quand la prochaine tentative de putsch ? A quand celle qui réussira ? Et pourquoi cette permanence de la tentative putschiste ?

Pour tenter de répondre à ces questions, aux deux dernières tout au moins, il convient de regarder un peu en arrière. Pendant quarante ans, le gouvernement du général Franco s'est maintenu au pouvoir en s'appuyant sur un certain nombre de forces sociales qu'il a cajolé hardi tiens bon à grand renfort de privilèges de toute sorte. La bourgeoisie faisait partie du lot, bien sûr. Une bourgeoisie nationaliste, frileuse et bien au chaud dans le cocon douillet du protectionnisme. L'Eglise également. Et un appareil étatique centralisé et centralisateur au sein duquel l'institution militaire avait la place d'honneur.

Pendant quarante ans, donc, l'Espagne a vécu dans la pénombre. Dans une semi-obscurité plus exactement. Avec de-ci de-là quelques lueurs entre les coupures de courant. Mais avec toujours les militaires en toile de fond, bien calés aux endroits stratégiques, un œil sur la lutte des classes et un doigt sur le bouton électrique.

On le voit, pendant toute cette période, l'armée espagnole a été l'enfant chérie du régime. Son pilier le plus solide. C'était une armée recouverte tout entière par l'ombre sans cesse présente de la guerre civile. Une armée exclusivement destinée à combattre l'ennemi de l'intérieur. Et quarante ans de cette obsession-là, cela crée des habitudes. Des pesanteurs sociologiques, diront certains.

Et puis, Franco est mort (en 1975, si ma mémoire est bonne), et l'Espagne s'est trouvée brutalement confrontée à un choix. Persévérer dans l'isolement et les pannes de lumière. Au ban des démocraties occidentales. Le p'tit frère mongolien qu'on ne renie pas, mais qu'on regarde avec pitié ou bien avec mépris. Ou bien au contraire s'ouvrir à la réalité environnante. A celle des pays européens industrialisés. A celle d'une certaine démocratisation. Et c'est cette deuxième solution qui fut retenue par la bourgeoisie espagnole. Par sa fraction la plus

dynamique, en tout cas. Et l'on installa Juan Carlos sur le trône. Et Suarez et ses centristes s'essayèrent à mettre l'Espagne sur les rails d'un certain libéralisme.

Bien évidemment, cela ne se fit pas tout seul. Il fallut tout à la fois neutraliser en douceur les nostalgiques de la période précédente et sèchement tous ceux qui voulaient pousser le changement plus loin et plus vite qu'il n'était prévu. La voie était étroite et le gouvernement Suarez eut maintes fois maille à partir avec les tenants d'un franquisme pur et dur, et avec ceux du terrorisme à la mode d'ETA, tous menacés à terme

L'Espagne malade de la peste



Franco

par ce qui se mettait progressivement en place. Mais globalement, les libéraux réussirent à surmonter les obstacles. En isolant l'extrême droite de la droite. En réprimant gentiment les durs de l'armée. En réprimant féroce-ment le « terrorisme » et la dissidence. En associant étroitement les militaires à la répression du « terrorisme ». En s'appuyant sur l'aspiration de la population à un minimum de liberté. En jouant sur la peur de cette même population d'une nouvelle version de la guerre civile. En réussissant relativement un certain décollement économique.

Aujourd'hui, est-il besoin de le préciser, les données du problème sont en train de changer. La population a pris goût au peu de liberté qu'on lui a octroyée. Et puis la crise économique est là qui ronge lentement, mais sûrement les bases du consensus social sur lequel s'appuyait le gouvernement Suarez. Et résultat des courses, aux prochaines législatives, c'est une vague rose qui risque de déferler sur l'Espagne.

Dans ces conditions, qui sont celles de l'échec du libéralisme, il n'y a rien d'étonnant à voir les nostalgiques de Franco relever la tête et pousser de toutes leurs forces pour essayer d'empêcher les « vaincus de la guerre civile » d'arriver au pouvoir. Là est l'explication de la tentative de putsch de ces jours derniers. En Espagne comme ailleurs, les fascistes et autres nazillons ne désarment pas. Et ils désarment d'autant moins que personne ne s'est jamais avisé de tenter sérieusement de les désarmer.

Les libéraux, en effet, tout en mettant à l'ombre les excités

les plus voyants de l'armée, ne se sont jamais résolus à attaquer de front cet Etat dans l'Etat qu'est l'institution militaire. On ne sait jamais. Comme dit l'autre, ça peut toujours servir. Et donc, des figures de proue du putschisme comme Tejero et Milans del Bosch (les âmes de la prise d'otages des Cortes en 1981) peuvent se permettre tout en étant emprisonnés de continuer à jouer les chefs d'orchestre du fascisme activiste. Milans del Bosch, par exemple, reçoit dans sa cellule jusqu'à deux cents visiteurs dans une seule journée. On voit le genre !

Mais alors, se dira-t-on : s'il en est ainsi, l'arrivée au pouvoir des militaires ne peut être qu'imminente. Ce n'est pas si simple. Certes, la tentation est grande pour la bourgeoisie qui voit les illusions qu'elle s'est efforcée de secréter s'envoler lentement au vent de la crise, de céder à la facilité d'un pronunciamiento militaire. Mais... mais, c'est bien connu, les militaires et l'économie, ça a toujours fait deux. Alors, la bourgeoisie est hésitante. Tout bien pesé, pour peu que certaines limites soient fixées clairement, laisser les socialistes arriver au pouvoir pour gérer la crise constitue peut-être une solution jouable.

Et cela éclaire le putsch avorté du 2 octobre d'un jour nouveau. Une sorte d'avertissement aux socialistes, si on préfère. Pour qu'ils prennent bien conscience de ce qui se passera si jamais ils voulaient jeter le bouchon trop loin.

Certes, tout cela est encore du domaine de l'hypothèse. Mais quand on sait par ailleurs que des tractations ont eu lieu entre l'armée et les socialistes, il est permis de la considérer comme probable. Les socialistes, en effet, se sont engagés en échange de la « neutralité » de l'armée à ne pas se lancer dans un programme de nationalisations à tout crin et à limiter au maximum les conséquences des autonomies régionales. Et bien sûr à maintenir les communistes hors du pouvoir et... des privilèges de l'armée.

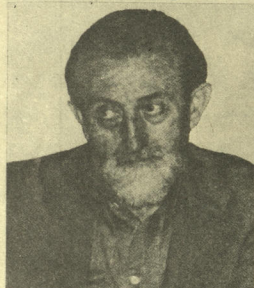
Avec de tel garde-fous, la bourgeoisie n'a donc pas grand-chose à perdre. Les socialistes, avertis de ce qui les attend au cas où, ne casseront pas la baraque. Ils géreront la crise avec accents de la rigueur. Ils porteront le poids de l'impopularité de cette gestion et, si d'aventure ils se laissent aller à ne pas respecter le pacte, eh bien il restera toujours la solution militaire.

Comme on le voit, en Espagne, le changement ne peut avoir de sens que dans le cadre d'une mise à bas de l'institution militaire. Une mise à bas que ni la bourgeoisie ni les socialistes n'ont envie de réaliser. Alors, l'Espagne est donc condamnée à voir encore pour longtemps l'épée de Damoclès d'un putsch planer au-dessus de sa tête ? Eh oui ! A moins que le mal ne soit pris à la racine. Que la peste putschiste soit combattue de la seule manière efficace qui soit, c'est-à-dire par l'attaque en règle de ceux qui la véhiculent : les rats de l'institution militaire. Bref, à moins qu'une explosion sociale radicale, c'est-à-dire anticapitaliste, anti-étatique, extra-parlementaire et... antimilitariste ne voit le jour ! Et là... Enfin, on peut rêver ! Et agir !

Jean-Marc RAYNAUD

ITALIE

Notre compagnon Gino Cerrito est mort



L' mort a interrompu l'intense activité de militant anarchiste et d'historien du compagnon italien Gino Cerrito. Cerrito commença à militer dans le mouvement anarchiste en 1943-1944, créant, avec Piero Buttitta, Michela Bicchieri, et bien d'autres, le groupe anarchiste de Messina. Ce groupe fut très actif dans les luttes de cette époque contre le fascisme et les monarchistes et dans les luttes syndicales, contribuant à la renaissance de la Bourse du travail de Messina.

Travaillant à la municipalité de Messina, Cerrito fut délégué syndical de la CGL des ouvriers municipaux. Dans le même temps, il continua d'étudier et fut lauréat d'histoire moderne à l'Université de Messina, avec sa thèse sur *Radicalisme et socialisme en Sicile*.

Le brillant résultat de sa thèse obligea la Commission nationale d'études d'histoire à lui confier une bourse d'études pour continuer ses études.

Avec d'autres compagnons, parmi lesquels Ugo Mazzucchelli, Alfonso Failla, Umberto Marzocchi, Mario Mantovani, il commença une bataille contre la dégénérescence du mouvement anarchiste en un « mouvement d'opinion ». Cerrito décrivait ainsi la situation : « Beaucoup d'anarchistes ont la conviction que le mouvement doit se donner comme tâche prioritaire de se développer, de s'insérer dans la réalité sociale pour avoir son propre rôle à jouer, avec ses propres solutions, adopter un nouveau langage en s'efforçant de ne pas répéter les erreurs d'hier. Tout ceci réside pour moi, en premier lieu, dans la solution du problème organisationnel. »

Cerrito retrace l'histoire du Pacte associatif de la FAI, participe à de nombreuses réunions préparatoires, surtout en Toscane, dans le Lazio, en Emilie et dans les Marches. Cerrito participa à la rédaction du Pacte associatif de la FAI, définitivement approuvé au congrès de Carrare en octobre 1965. Les résultats du congrès ont entraîné une scission entre l'aile organisationnelle de la FAI et les individualistes et anti-organisationnels qui, réunis à Pise, créèrent les Groupes d'initiatives anarchistes (GIA). S'ensuivront de violentes polémiques, surtout avec les compagnons italiens émigrés aux Etats-Unis, qui dénonceront une évolution autoritaire de la FAI et qui verront en Cerrito un des principaux promoteurs du « virage orga-

nisationnel ».

L'activité militante de Cerrito se continua intensivement parallèlement à un énorme travail d'études historiques liées à l'histoire du mouvement ouvrier et du mouvement anarchiste.

Ainsi, il rédigea, entre autres : *L'Antimilitarisme anarchiste* qui constitue une des contributions les plus complètes sur ce sujet.

Au congrès de la Fondation Einaudi, il présenta une étude sur *Anarchie et anarchistes dans le monde contemporain* avec pour titre *Le Mouvement anarchiste italien dans sa structure actuelle, limites historiques et bibliographie essentielle*.

Le travail fourni par Cerrito dans les structures de la FAI a été énorme. En 1970, il fut nommé au sein de la Commission de correspondance. Son effort constant fut celui d'enrayer la « progressive sclérose de l'organisation » comme il la définissait à cette époque.

Attaqué d'un côté par les individualistes et anti-organisationnels, il le fut de l'autre par « l'impatience révolutionnaire », quelquefois très confuse, de beaucoup de jeunes à l'intérieur de la FAI. A cette époque, il y avait l'exigence de sauvegarder le mouvement anarchiste des attaques de l'Etat et des patrons, avec le massacre d'Etat (place Fontana en 1971) et, ensuite, la stratégie de la tension.

Les liens entre le militantisme et les activités d'études et de recherches, qui caractérisaient la vie de Gino Cerrito, furent brusquement interrompus par un premier infarctus en 1971. Il s'en sortit lentement et fut contraint d'abandonner en grande partie l'activité militante. Néanmoins, il continua à travailler pour le mouvement ouvrier et le mouvement anarchiste, en publiant un certain nombre d'ouvrages, parmi lesquels : *Malatesta, écrits choisis*, *De l'insurrectionnalisme à la semaine rouge*, un certain nombre d'articles et d'études sur Camillo Berneri, son plus important livre : *Le Rôle de l'organisation anarchiste* et dernièrement *Andrea Costa dans le socialisme italien*.

Il était né à Messina le 11 février 1922 et il est mort brutalement le 4 septembre 1982. Avec lui disparaît une des figures les plus marquantes du mouvement anarchiste organisé italien.

GRÈCE : RIEN NE CHANGE

Le dernier rapport d'Amnesty international, daté du 15 janvier 1982, sur ses propositions au Conseil de l'Europe visant les objecteurs, a rappelé la situation d'un pays peu connu : la Grèce. S'il existe un pays où il ne fait pas bon être antimilitariste, c'est bien celui-ci... La démocratie a ses limites !

Selon la loi grecque, tous les hommes de 18 à 40 ans sont soumis à l'obligation du service militaire. La loi 731/77, qui entra en vigueur en octobre 1977, amenda la législation concernant le service militaire afin de permettre aux objecteurs de conscience, pour des motifs religieux, de faire un service militaire non armé d'une durée de 4 ans et demi (faut avoir du temps ! Plus de deux fois la période de service militaire normal qui est de 22 mois plus 3 mois de réserve). Il n'y a aucune possibilité d'effectuer un service civil en dehors de l'armée. La vie en kaki, quoi !

Ajoutons que les hommes sont régulièrement, chaque année, appelés pour effectuer 15 jours à un mois pour ne pas perdre la main.

L'armée a un énorme pouvoir et ce n'est pas l'arrivée du PASOK (Parti socialiste hellénique) au pouvoir qui va changer quelque chose. Si, en France, le changement est long à se mettre en place, les socialistes grecs, eux, changent encore plus vite de veste. C'est dire ! Aucune réforme importante, promise elle aussi, n'a été faite. C'est la contagion, ma parole !

Du fait de cette situation, on ne compte pratiquement pas de réfractaires. Il existe de bonnes raisons pour cela. Et la plus convaincante est la prison : 4 ans et demi de trou pour celui qui refuse l'uniforme, et encore sommes-nous encore dans une période d'« accalmie ». Il n'y a pas si longtemps, ce sont des peines de dix ans qui ont été prononcées. De quoi calmer les esprits les plus turbulents. Et surtout dans les prisons grecques, dont la renommée internationale n'est plus à démontrer.

Pour les objecteurs, c'est la

prison agricole de Kassandra qui les accueille. Dans celle-ci, ils peuvent travailler et réduire ainsi leur peine, car une journée de travail compte deux jours de prison. Faut bien que ça rapporte à l'Etat. Mais les objecteurs sont assez bien lotis, d'autres, par contre, goûtent aux prisons qui sentent encore l'odeur des Colonels. Car il ne faut pas oublier que si la dictature est tombée, pratiquement aucune épuration n'a eu lieu, ni dans l'armée, ni dans la police. Les tortionnaires d'hier sont les mêmes qu'aujourd'hui. La torture est encore monnaie courante.

A l'armée, elle est officielle. Il faut souffrir pour devenir un homme. Le service qui dure pratiquement 26 mois est d'une dureté inouïe. La première année, l'appelé n'a pratiquement aucune permission. Le service français pourrait presque ressembler à un camp de vacances en comparaison. Dans les prisons, si officiellement elle est abolie, les vieilles habitudes ne se perdent pas. Et ceux qui perdent quelque chose, c'est leur vie. Une loi antiterroriste existe, alors qu'il n'y a pas de « terrorisme », et sous couvert de légalité, des arrestations arbitraires sont effectuées. Surtout dans les milieux d'extrême gauche, autonome, libertaire. Bien sûr, ceux-ci ne sont pas considérés comme des prisonniers politiques.

L'absence de réfractaires et d'un mouvement antimilitariste s'explique bien sûr par la répression, mais aussi pour des raisons historiques et culturelles. En effet, ce n'est pas après une guerre civile et une dictature qu'un mouvement a pu se développer. L'Etat grec joue toujours sur la menace d'un affrontement avec la Turquie. L'esprit nationaliste est l'un des plus vivaces d'Europe. Sous l'influence de l'Eglise orthodoxe (98% de la population est orthodoxe), le bourrage de crâne nationaliste fait des ravages. Hemu pourrait en prendre exemple pour sa symbiose armée-éducation (bien que là-bas il faille ajouter l'Eglise). En effet, l'éducation civique et la religion sont encore enseignées. Les gamins en sont

toujours à apprendre des poèmes en l'honneur de la Patrie et l'uniforme scolaire est encore de rigueur dans pas mal d'endroits.

Disons aussi que la société grecque est une société de « mâles ». Si, dans les grandes villes, les coutumes ont tendance à se perdre, n'oublions pas que la situation de la femme ressemble presque à celle de la femme musulmane. (Pour donner un exemple, Melina Mercouri, actuellement ministre de la Culture, lors de son élection comme député socialiste il y a trois ou quatre ans, s'est fait sortir du Parlement, parce qu'elle portait des... pantalons !).

Pour toutes ces raisons, les seuls réfractaires connus sont des Témoins de Jéhovah. A la fin 81, Amnesty international travaillait à la libération de 51 objecteurs de conscience, tous Témoins de Jéhovah. Il faut tout de même ajouter, et ceci pour donner une note joyeuse, qu'une bonne partie de la population a immigré depuis le début du siècle. De par ce fait, un certain nombre de jeunes en âge d'effectuer leur service se trouvent hors des frontières. Pas mal d'entre eux refusent de rentrer au pays pour l'effectuer (on les comprend !). C'est loin d'être toujours pour des raisons antimilitaristes. Il est impossible d'avoir le chiffre exact. Mais pour ceux qui ont la nostalgie du pays, mais qui ne veulent tout de même pas effectuer ce bague, l'Etat grec a trouvé une solution... qui lui permet de s'enrichir. Le jeune immigré, si cela fait longtemps qu'il vit à l'étranger, peut payer son service. Cet « impôt militaire », qui est aujourd'hui de l'ordre de 10 000 FF lui permet d'être complètement déchargé de ses obligations militaires.

Pour finir, voici la conclusion d'Amnesty international sur la loi sur l'objection de conscience qui est l'une des plus rétrogrades d'Europe.

- 1) Le gouvernement n'a pas proposé aux objecteurs de conscience un service de remplacement qui puisse être accompli par tous, en toute conscience.
- 2) En conséquence, les objec-

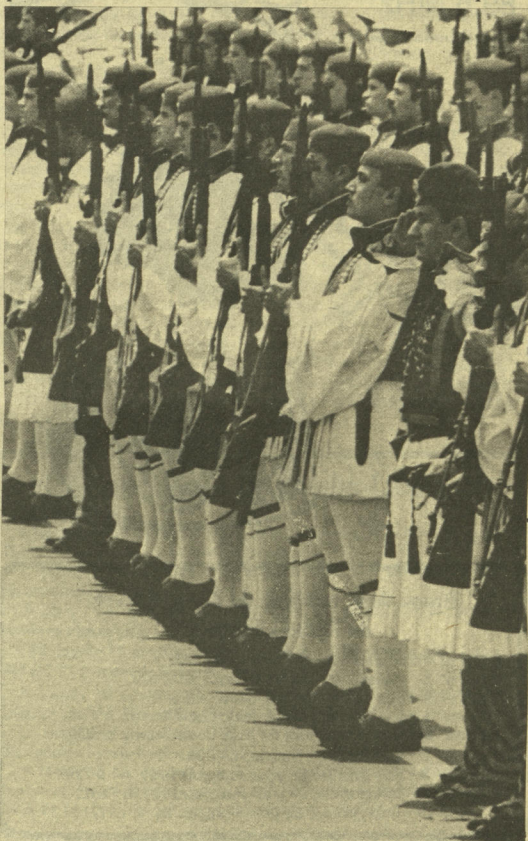
teurs de conscience grecs sont passibles de lourdes peines de prison et de la privation des droits civiques pendant une longue période, y compris dans de nombreux cas le droit de gagner leur vie à travers une profession de leur choix.

3) Bien que les problèmes n'aient pas encore été soulevés en termes concrets, en raison du nombre limité des objecteurs de conscience, il faut cependant remarquer :

a) que la loi grecque autorise l'objection de conscience pour des motifs de croyance religieuse, négligeant par là même la variété des autres catégories de motifs mentionnés dans la résolution 337, ou ailleurs ;

b) que le service de remplacement prévu a une durée qui équivaut à une sanction ;

c) qu'aucune procédure valable de reconnaissance n'a été prévue.



Paris le 9 octobre 1982

Monsieur Georges Fillioud
ministre de la Communication
35, rue Saint-Dominique
75007 Paris

Monsieur le ministre,

Le problème des radios libres devient de jour en jour plus important en France, et en particulier à Paris, à la fois sur le plan politique et sur le plan culturel.

Nous refusons de considérer cette question uniquement sous l'angle technique, et nous contestons fondamentalement les recommandations techniques de la commission Holleaux.

C'est pourquoi, nous estimons qu'il est impératif qu'un débat public ait lieu sur ce sujet sur les ondes de la télévision française.

Dans cette perspective, nous, animateurs de Radio-Libertaire, nous vous confirmons les termes de notre conférence de presse du 8 octobre 1982 et nous vous lançons un défi, monsieur le Ministre, pour débattre avec vous, dans un délai de quinze jours, des thèmes suivants :

- 1) organiser la répartition des fréquences (ondes courtes, petites ondes, ondes moyennes, grandes ondes et modulation de fréquence) pour que tous les courants de pensée puissent s'exprimer ;
- 2) reconnaître définitivement à Radio-Libertaire le droit légitime d'émettre sur 89,5 MHz ;
- 3) déterminer pour quelles raisons, sur les ondes officielles, la programmation privilégie la diffusion d'œuvres banales au détriment d'autres œuvres de niveau culturel plus élevé, et chercher les remèdes pour pallier une telle carence.

Dans l'attente de votre réponse, monsieur le Ministre, nous vous prions d'accepter l'expression de nos sentiments libertaires.

Pour le secrétariat de Radio-Libertaire

Lettre transmise à la presse, à la Haute Autorité de l'audio-visuel et au président de la commission d'attribution des fréquences.

LA C.N.T. AVEC RADIO-LIBERTAIRE



Comme nous en avons rendu compte dans le numéro précédent du *Monde libertaire*, nos camarades espagnols de la CNT en exil avaient organisé le 3 octobre un gala de soutien à Radio-Libertaire. Nous présentons ci-dessus un montage de quatre clichés pris au cours de cette journée :

- en haut à gauche, aspect de la salle durant le débat sur Radio-Libertaire, qui eut lieu dans la matinée ;
- en haut à droite, Jacques Florencie chantant Gaston Couté ;
- en bas à gauche, Higinio Mena, interprète de talent des poètes latino-américains ;
- en bas à droite, Serge Utgé-Royo, un habitué des galas de soutien du mouvement libertaire.

RADIO
LIBERTAIRE
89,5 MHz

(sur Paris et proche région)



Tirage de la tombola du 29 septembre de Radio-Libertaire

- Lot n° 1 : combiné mixer-batteur, n° 121.
- Lot n° 2 : tableau de Claude Gérard, n° 1 672.
- Lot n° 3 : une affiche de Mai 68, n° 635.
- Lot n° 4 : gravure sur bois de Jean-Louis Servin, n° 640.
- Lot n° 5 : gravure sur bois de Jean-Louis Servin, n° 636.
- Lot n° 7 : litho de Jean Touzet, n° 790.
- Lot n° 8 : lino-gravure de Jean-François Bray, n° 1 720.
- Lot n° 9 : lino-gravure de Jean-François Bray, n° 631.
- Lot n° 10 : lino-gravure de Jean-François Bray, n° 1716.

DEPUIS juillet dernier, période où fut établie la liste des radios libres dérogées, qui donna lieu à une certaine effervescence répercutée par les médias, un calme presque plat est retombé autour de cette question. Depuis, en effet, la plupart des stations installées sur la bande FM, dérogées ou pas d'ailleurs, sont devenues des « stations locales privées » et, à la botte des groupes financiers ou politiques mal camouflés derrière elles, observent un prudent silence, de peur de froisser les maîtres du moment, quand elles ne crèvent pas, purement et simplement, déchirées par de douloureux problèmes internes que les « mariages » imposés ont amenés.

Radio-Libertaire, qui revendique hautement l'appellation de radio libre, placée avec d'autres sur une voie de garage, a, pour sa part, la ferme intention de briser cette volonté du pouvoir de laisser pourrir la situation, dans l'indifférence complice des médias.

Première étape dans cette intention de se rappeler au bon souvenir des « responsables », huit animateurs de Radio-Libertaire se sont rendus, vendredi 8 octobre à 15 heures, au siège de la SACEM, dans la proche banlieue parisienne, pour exiger la tenue immédiate d'un débat avec la direction générale de cette société. ce débat, qui a eu lieu, a porté, selon notre volonté, sur la politique « culturelle » marquée par une incontestable médiocrité, développée par les radios et chaînes de télévisions officielles, sur la question de la libération des ondes, toujours à

l'ordre du jour, sur le rôle joué dans le domaine de la chanson par la SACEM et en particulier sur l'absence ou le trop maigre appui apporté par elle aux « petits » chanteurs, dont le talent et la qualité de leurs œuvres nous semblent incomparables à ceux des invités permanents du petit écran, les Lama, Dalida, Goya et autres putes du show-biz. Compte tenu du choix délibéré des animateurs de Radio-

Passer à l'offensive

Libertaire de favoriser, sur leur antenne, la chanson française de qualité, qui n'a rien à voir avec celle des guignols cités plus haut, il a été demandé à la direction de la SACEM, sans illusions bien sûr, d'intervenir auprès de la Haute Autorité en manifestant son soutien à Radio-Libertaire.

Par ailleurs, l'information a été donnée aux trois responsables présents de la SACEM, MM. Achard, Renaud et Rochiccoli, qu'un défi était officiellement lancé à M. Fillioud, encore ministre de la Communication, pour qu'un débat l'opposant à des animateurs de Radio-Libertaire ait lieu (voir lettre ci-dessus).

Durant toute la durée de cet entretien, une dizaine de camarades de la Fédération anarchiste, qui avaient déployés devant le siège de la SACEM une longue banderole réclamant la li-

berté d'expression pour Radio-Libertaire, interpelaient les passants, distribuant des tracts, expliquant la situation de notre station et le sens de notre action du jour.

Simultanément, une conférence de presse était organisée au siège de Radio-Libertaire, rue Amelot, dans le but de faire le point sur notre lutte pour le droit d'émettre et d'annoncer notre intention de passer à l'offensive avec, dans un premier temps, cette « visite » au siège de la SACEM.

Avertir que quelques-uns d'entre nous auraient l'intention de se montrer à poil, avec plumes au cul, la meute des pisse-copis (que seul le folklorique intéresse dès lors qu'il s'agit du mouvement libertaire), se serait sans doute ruée devant l'immeuble de la SACEM, caméras au poing.

Hélas ! prévenus que notre action présentait un caractère pacifique, qu'aucune extravagance n'était par ailleurs prévue au programme, les médias nous ont une nouvelle fois superbement ignorés.

Si la SACEM a été la première des cibles que nous avons choisies, c'est bien sûr pour l'aspect culturel qu'elle représente également derrière son image de coffre-fort du show-biz, et parce que la lutte menée par les anarchistes s'inscrit aussi dans le domaine culturel.

Cette lutte pour l'existence de Radio-Libertaire s'inscrit également, bien évidemment, dans un cadre « politique ». Et dans ce domaine, les cibles ne manquent pas. Affaire à suivre...

Floréal

NOTE DE LECTURE

« Histoire intérieure du Parti communiste français » (1972-1982)

par Philippe Robrieux

DE même que le parachutiste a besoin d'une certaine altitude pour maîtriser sa descente, l'historien a besoin d'un certain recul pour dominer son sujet. Dès lors, en effet, qu'il aborde l'histoire immédiate, les matériaux dont il dispose deviennent rares et sujets à caution, et cela l'amène souvent à faire dans l'à-peu-près et à glisser très vite d'une analyse serrée des faits à l'étalage des suppositions.

Dans ce troisième tome de son Histoire intérieure du Parti communiste français (1), qui couvre la période 1972-1982, Philippe Robrieux n'échappe pas à cette règle. Personne d'ailleurs n'y échappe, et reconnaissons à Robrieux une franchise certaine à cet égard. « Ces quelque cinq cents pages de récits et d'analyses relèvent plus de la politologie que de l'histoire. »

Ce troisième tome, on l'aura donc compris, n'a pas la stature d'authenticité et de rigueur des deux autres. Il s'appuie plus sur des témoignages que sur des faits. Il fait davantage dans l'hypothèse que dans l'analyse « scientifique ». Cela étant, le présent ouvrage ne manque pas pour autant d'intérêt. Les témoignages recueillis par Robrieux sont des témoignages de poids et les hypothèses explicatives qu'il avance sont séduisantes et fort vraisemblables. C'est ainsi notamment que pour expliquer la série de zigzags de la dernière décennie, où l'on a vu le PCF passer de l'union de la gauche à la désunion, puis de nouveau à l'union, Robrieux parle avec abondance de l'appartenance toujours bien réelle du PCF au mouvement communiste international. Et il ne manque pas d'arguments pour étayer son point de vue. Il nous dépeint un PCF partagé entre son désir d'accéder aux affaires, et donc enclin à l'union avec les socialistes, et son attachement viscéral et financier à l'URSS et aux « républiques populaires ». Il nous démontre comment la balance a finalement penché du côté de la ligne russe après une série d'hésitations entre 1974 et 1977. En 1977, en effet, persuadé que le rapport de forces à l'échelon international est de plus en plus favorable aux pays de l'Est (Robrieux explique tout cela en détail), le PCF estime soudain qu'il est préférable pour lui de laisser la situation se dégrader d'elle-même et donc de refuser l'union qui l'aurait amené, une fois au pouvoir, à gérer la crise. On connaît le résultat de cette stratégie. Dans les années 1980, le rapport de forces au niveau mondial s'étant alors renversé quelque peu, le PCF fut amené, pour limiter les dégâts de son isolement et de son sectarisme, à mendier l'union avec les socialistes lors de l'arrivée de la force tranquille au pouvoir.

Bref, on le voit, le discours de Robrieux ne manque pas de pertinence. Et puis, comme dans les deux volumes précédents, il nous parle abondamment de la logique de la machine communiste, des hommes qui font marcher cette machine, de la psychologie du militant moyen... tout cela sonne « effroyablement » juste. Idem pour la série de portraits qu'il nous brosse, dont celui de Marchais, cet individu « faible, influençable, impulsif et fruste » qui préside aux destinées du PCF depuis une décennie et qui a sa part de responsabilité dans le fiasco actuel du parti.

Enfin, et ce n'est pas la moindre de ses qualités, ce livre est super bien écrit et carrément agréable et même passionnant à lire.

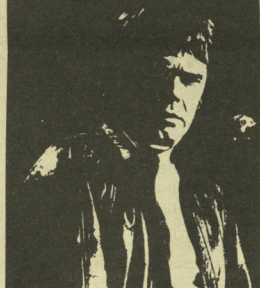
La seule fausse note, et elle se reproduit de tome en tome, demeure ce refus, cette impuissance plus exactement, à pousser la critique et l'analyse à son terme ultime. En clair, Robrieux occulte complètement la dimension idéologique du PCF. Pas un instant, il ne s'interroge sur le pourquoi de cette systématique « dégénérescence ». Pas un instant il ne se demande comment des dizaines et des centaines de milliers d'hommes avec un cœur gros comme ça acceptent un temps l'intolérable et, pire, le cautionnement, ou y participent. Dommage. Poser le rapport du PCF au marxisme eut sans nul doute permis d'ouvrir des horizons. Mais cela, Robrieux ne tient pas à le faire. Malgré tout ce qu'il peut dire sur le PCF, il demeure fondamentalement attaché à l'idéologie qui fut la sienne et il persiste dans la croyance naïve qu'un bon Parti communiste, démocratique, intelligent, efficace et tout et tout, est une chose possible. Heureux les simples d'esprit, comme dit l'autre, le royaume des cieux leur est ouvert. Pas celui de l'intelligence politique, hélas !

Et puis, pour corser le tout, Robrieux termine son ouvrage en nous lançant un appel vibrant : « Comment ne pas demander aux uns et aux autres de comprendre qu'il faut absolument que réussisse l'actuelle expérience en France et qu'il faut l'y aider. » Dur ! Le réformisme socialiste comme remède à la maladie sénile du communisme, c'est une conclusion qui se passe de commentaire.

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Histoire intérieure du Parti communiste français, aux éditions Fayard.

ALAIN AURENCHÉ
A L'ESPACE-GAÏTÉ



SUR la scène de l'Espace-Gaïté, depuis le 5 octobre et cela jusqu'au 16, Alain Aurenché chante. Ou plutôt, il prend possession du public dès les premières notes, pour un voyage de violence, de tendresse et aussi d'humour. C'est loin d'être seulement une soirée agréable avec Aurenché. C'est fort, ça prend aux tripes et une fois là on est sous le charme...

Avec la complicité de son pianiste Alain Breheret, Aurenché entre dans la tête et dans le cœur du public, il est tour à tour ce loubard « seul avec ses poings », cette « divine » assassinée par la connerie épaisse des « z'hommes », les vrais, quoi ! et cette pieuvre — chef-d'œuvre d'humour — « aux six cents suçons »...

Il y a quelques années, Aurenché a été comparé à deux grands noms de la chanson ; aujourd'hui, il est tout simplement lui-même, et c'est impressionnant.

Jocelyne FONLUPT

Du 5 au 16 octobre, à l'Espace-Gaïté, rue de la Gaîté, 75014 Paris, à 20 h 30, relâche le dimanche. Réduction pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire.

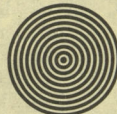
Fin de la liste des livres

et revues étrangers en vente à Publico

R.F.A. :	
Direkte Aktion, FAU	3 F
CANADA :	
Open Road	5 F
IRLANDE :	
Outta Control	2 F
SUÈDE :	
Comunidad	5 F
PORTUGAL :	
A Batalha	3 F

SÉLECTION RADIO/T.V.

LA Maison de la Radio, après le départ de madame Michèle Cotta, semble avoir des problèmes pour retrouver son rythme de croisière, en particulier dans ses relations avec la presse. Nous recevons actuellement avec retard, ou pas du tout, la communication des programmes. La sélection hebdomadaire du M.L. en pâtit, et le chroniqueur a réagi auprès de Radio-France. « On » a promis que la situation allait s'améliorer. Acceptons-en l'augure.

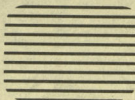


RADIO

— France-Culture : le 16 oct. à 14 h : la conférence mondiale sur les politiques : Mexico (25 juillet/6 août 82). La culture avec un grand K.

Le 17 oct. à 12 h 45 : musique polonaise d'aujourd'hui. Sur les traces de Chopin.

Le 19 oct. à 20 h : Goethe et la science. Un aspect inconnu de l'activité multiforme du grand poète allemand.



TÉLÉVISION

— TF1 : le 14 oct. à 22 h 10 : suite de Histoire de la vie. Aujourd'hui : De la matière naquit la vie.

Le 17 oct. à 20 h 35 : Il y a longtemps que je t'aime (1979), de Jean-Claude Tacchela. Je ne l'ai pas vu, mais avec Jean Carnet et Marie Debois, sur la thème éternel de la conjugalité et ses ravages, on peut se laisser tenter.

Le 18 oct. à 16 h : voyage au pays de la paresse. A partir du célèbre pamphlet de Paul Lafargue, une heure et demie d'humour vrai (pour une fois) avec Bernard Haller, Jacques Trémolin et Yvan Audouard.

Le 18 oct. à 20 h 35 : humour toujours avec La Course à l'échalotte (1975), de Claude Zidi. Ce n'est qu'un divertisse-

ment facile, mais Pierre Richard, en pleine forme, vaut le déplacement.

— A2 : le 14 oct. à 15 h : Le Port du désir (1954). A Marseille, avec Jean Gabin et Jean-Roger Caussimon.

Le 15 oct. à 16 h 55 : Les Oubliés de l'Altiplano : Le Ke-pampa. Pour la première fois à la TV, la vision d'un tinku, combat rituel pour la fécondation du sol.

Le 15 oct. à 23 h : cycle Billy Wilder : Embrasse-moi, idiot (1965), avec Dean Martin et Kim Novak.

Le 17 oct. à 21 h 55 : un document exceptionnel : Fela, musique au poing. Un film sur la vie d'un leader politique et chanteur célèbre au Nigéria, aux prises avec la répression policière.

Le 19 oct. à 22 h : lire c'est vivre : La Vie d'un simple, d'Emile Guillaumin, écrivain régionaliste, un des rares paysans à avoir pris la plume pour raconter sa condition d'homme de la terre.

— FR3 : le 14 oct. à 20 h 50 : Mon oncle Benjamin (1969). Un des meilleurs films de molinaro. C'est Marivaux au cinéma, avec une distribution éblouissante emmenée par Jacques Brel.

Le 19 oct. à 20 h 30 : la dernière séance. La toujours passionnante émission d'Eddy Mitchell, avec deux films des années 50 : L'Étrange Créature du Lac noir (en relief) et Baggaras au King Creole, avec Elvis Presley. Pour ceux qui n'apprécient pas le King, ils peuvent aller se coucher après le premier film.

Prochains invités de Radio-Libertaire

• Jeudi 14 octobre : « La vie d'artiste » (13 h à 18 h 30) : Jacques Florencie sur la musique contemporaine.

• Vendredi 15 octobre : 19 à 20 h, rubrique espéranto : un espérantiste japonais ; 20 à 22 h : un membre de la rédaction parisienne d'IRL (informations réunies sur Lyon).

• Dimanche 17 octobre : « Jazz en liberté » (18 h à 20 h 30) : invité Gérard Terrones (ex-directeur de « Jazz Unité »).

• Lundi 18 octobre : « Longtemps après que les poètes ont disparu » (10 à 12 h 30) : Jacques Roussel de la Maison du poète ; « Le magazine pour rire » (14 à 18 h) : rencontre entre Jacques Florencie et Jean-Roger Caussimon.

• Mercredi 20 octobre : « L'invité quotidien » : Valérie Ambroise et André Marié pour leur spectacle Places publiques ; 22 à 24 h : Dan Franck, écrivain de science-fiction.

Non, le nouveau statut de Paris, Lyon et Marseille, ce n'est pas le commencement de l'Anarchie !...

QUEL spectacle, l'autre mardi, sous les lambris du Luxembourg, à l'heure même où, au Palais de l'Élysée, le Conseil des ministres adoptait le projet de loi Defferre modifiant l'organisation administrative et le code électoral de Paris, Marseille et Lyon !

Sous le blason de Lyon, Chirac, les maxillaires de plus en plus mussoliniens, martelait ses mots et frémissait d'indignation. Et, pour une fois, ce n'était pas du cinéma, car l'animal est mortifié. Sous les armes de Paris, un pâle compare, Collomb, maire de Lyon qui, lui, n'a rien d'un fauve redoutable. Inodore, incolore et sans saveur, il a bien essayé d'enfler de sa voix de fausset, mais il n'a pas réussi à faire trembler les vitres de la salle Médicis.

Les deux hommes, donc, donnaient une conférence de presse, devant un parterre de gros bonnets de la droite, afin de protester solennellement contre ce que Chirac appelle un « projet scélérat ».

La conversion de Gaston

La principale innovation du projet de loi présenté par Defferre réside, on le sait, dans l'institution de conseils d'arrondissements élus au suffrage universel en même temps que les conseillers municipaux (vingt à Paris, neuf à Lyon, six à Marseille).

Pour le gouvernement, il s'agit de « rapprocher l'administration locale de ses administrés, d'apporter davantage de démocratie dans la gestion des grandes villes, d'y appliquer le concept de décentralisation ». La conversion tardive du vieux monarque autoritaire de la cité phocéenne à la démocratisation de la vie municipale ne laissera pas de nous étonner...

Mais il est vrai que si le parrain du projet c'est Gaston, le père c'est Tonton. A l'origine, on s'en souvient, il n'était question que du découpage de Paris, ce qui déchaîna l'ire de Chirac. Pour lui ôter quelques arguments, « on » décida alors qu'il n'y aurait pas de jaloux et que la réforme s'appliquerait aussi à Marseille et à Lyon. C'est ce que Raymond Barre, élu député entre Rhône et Saône, a appelé de « fausses fenêtres pour la symétrie ». Dans le fond, on ne sait pas du tout ce que Gaston en pense et s'il est aussi heureux qu'il le prétend... Il a peut-être bien été quelque peu sacrifié sur l'autel du socialisme et il en souffre en silence. C'est beau l'héroïsme...

Collomb en pétard...

Un qui ne s'attendait pas à une pareille tuile, c'est bien le maire de Lyon, ce petit Collomb qui a mal au ventre de voir la capitale ainsi charcutée. Mais il s'est rudement vengé, le successeur d'Edouard Herriot ! Lors du dernier passage de Defferre à Lyon, il s'est pointé avec dix minutes de retard au casse-croûte officiel, l'air lugubre, sous l'œil des caméras de FR3, exprès pour emmerder monsieur le ministre, mais l'autre, imperturbable, avait déjà attaqué les hors-d'œuvre avec autant d'ardeur qu'il en met dans ses discours à avaler

les mots pour nous expliquer comment il a oublié ses lunettes. c'est sublime cet affrontement de grands hommes !

Chirac défend son standing

La droite ne trouve pas d'épithètes assez féroces pour dénoncer le projet qu'elle qualifie d'« ubuesque, monstrueux, vicieux... ». Collomb prétend qu'il s'agit d'un retour aux féodalités d'il y a sept cents ans. mais son nouvel ami Chirac se sentait très à l'aise, lui, dans l'habit d'un Etienne Marcel du XIX^e siècle. En fait, deuxième personnage de l'Etat, recevant les hôtes les plus illustres, il avait conquis un « standing » politique autrement plus prestigieux que celui de modeste gentilhomme campagnard corrézien. Une position de départ idéale pour la course à la magistrature suprême.

C'est pourquoi, à l'annonce d'un projet qui l'humilie, le chef du RPR a bondi comme un diable dans un bénitier. La droite affirme que l'occasion lui a été ainsi fournie de renforcer sa cohésion. Cependant, on est en droit de se demander si Giscard, malgré sa missive compatissante, ressent vraiment du chagrin quand son ancien Premier ministre est dans la peine. Par ailleurs, lors de la conférence de presse Chirac-Collomb, Barre, député de Lyon, a brillé par son absence fort remarquée et commentée.

Quoi qu'il en soit, au-delà de ses protestations véhémentes, l'opposition tente de retirer quelques avantages politiques de l'affaire en insistant sur les aspects techniques de la réforme. Chirac qualifie de « complexe, ambiguë et confuse », une opération qui, à l'évidence, ne sera pas simple. RPR et UDF tentent d'inquiéter l'électeur-contribuable en soulignant les risques, par « effets induits », d'une augmentation des charges et de la fiscalité, l'atteinte à l'unité des communes, l'allongement considérable des procédures, la diminution de la rapidité et de la qualité des services rendus, les conséquences néfastes pour le personnel communal, etc. Le plus extraordinaire, c'est quand ces politiciens qui furent, sous la V^e République, les champions en charcutages électoraux, se plaignent de l'injustice du mode de répartition des sièges dans les arrondissements !

La gauche veut sa part

La gauche, bien entendu, balaie les objections. Le socialiste Georges Sarre n'y est pas allé par quatre chemins, dénonçant « l'Hôtel de Ville devenu un Coblence intérieur, refuge de hauts fonctionnaires qui ne veulent plus servir l'Etat parce que leurs amis ne sont plus à sa tête, refuge des amis politiques victimes du suffrage universel, refuge de ceux qui préparent la revanche ».

En plus des coups qu'elle compte porter à Chirac, la gauche — et particulièrement le PS — espère bien tirer de la réforme des avantages substantiels, en prenant le contrôle d'un certain nombre d'arrondissements à Paris et à Lyon. Certes, le conseil d'arrondissement n'a pas la « personnalité morale » et il est défini comme étant seulement le troisième organe

d'administration de la commune. Il disposera cependant de pouvoirs réels, notamment en matière d'équipements destinés aux habitants de l'arrondissement : crèches, jardins d'enfants, maisons des jeunes, de la culture, de quartier, gymnases, stades, bains douches, espaces verts, attributions de logements, etc. Un vaste champ d'action, on le voit, pour les politiciens désireux de soigner leur clientèle électorale... Il faut noter que le nouveau système augmentera considérablement le nombre de conseillers municipaux (de cent neuf à cent cinquante-neuf à Paris, de soixante-trois à cent un à Marseille et de soixante-et-un à soixante-treize à Lyon) et qu'en principe le nombre des conseillers d'arrondissements sera le double de celui des conseillers municipaux. Voilà une création d'emplois qui permettra de satisfaire quelques vocations... Dans la nouvelle organisation municipale, les moyens budgétaires, pour l'essentiel, et la répartition du personnel communal dépendront du conseil municipal, ce qui promet de belles empoignades.

La révolution qui s'avance ?

Alors que le gouvernement voit dans la réforme une décentralisation et une démocratisation qui permettront « d'améliorer la participation des habitants à la gestion des affaires qui les concernent directement », la majorité de droite du Conseil de Paris affirme qu'elle implique « à l'évidence et à très brève échéance la disparition de l'Etat et de la nation ». Quant au maire de Lyon, il estime qu'elle est « source d'anarchie ». Bigre ! La révolution sociale aurait-elle commencé de par la volonté de Gaston Defferre ?

Non, messieurs, ne soyez pas ridicules, la réforme du statut de Paris, Lyon et Marseille n'est pas le commencement de la fin de l'Etat, ce n'est pas le début de l'anarchie.

La gauche comme la droite nous bourrent la caisse. La parcellisation (très limitée) de l'autorité ne change rien. La réforme assure la pérennité des rapports administrateurs/administrés, gouvernants/gouvernés. La décentralisation qui ne fait que déplacer les lieux de décision n'a rien à voir avec le fédéralisme qui assure la coordination entre individus et groupes librement associés. Elle ne dépèce pas l'hydre du pouvoir. Elle en multiplie les tentacules.

Pour les anarchistes, la commune est la pièce maîtresse d'une société débarrassée de toute forme d'autorité. C'est en effet dans la cellule de base, où les individus vivent et agissent — le quartier et l'atelier —, que doivent s'élaborer les décisions, la commune constituant alors le premier échelon de coordination dans l'organisation sociale fédéraliste. Une commune où il ne peut y avoir d'autre délégation que celle concernant des mandats précis et limités, contrôlables en permanence et révocables. Ce qui n'a rien à voir avec le professionnalisme des édiles de toutes couleurs.

S. BASSON

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.